

ELLE DEVRAIT AUGMENTER DE PRÈS DE 22,5 MTEP ENTRE 2024-2028

La production des hydrocarbures en hausse

Grâce aux investissements consentis par le groupe pétro-gazier Sonatrach durant les quatre dernières années, la production primaire d'hydrocarbures de l'Algérie est en courbe ascendante. Selon les chiffres du ministère de l'Energie et des Mines, la production nationale en pétrole et gaz a connu une hausse moyenne de près de 1% sur la période 2019-2023, pour s'établir à 194 millions de tonnes équivalents pétrole (MTEP). P 3



GESTION DES DÉCHETS
MÉNAGERS

**412 structures
réalisées jusqu'en
2023**



La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a affirmé à Alger, que dans le cadre du programme national de gestion des déchets ménagers, 412 structures ont été réalisées jusqu'en 2023 pour préserver la propreté des espaces publics et améliorer le cadre de vie du citoyen.

P 2

RECENSEMENT GÉNÉRAL
AGRICOLE

**Lancement
incessamment
de la 3^e opération**

C'est au cours du 1er trimestre 2024, qu'aura lieu, le lancement effectif de la 3^e opération de recensement général de l'agriculture (RGA). C'est ce qu'a annoncé le Ministre le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Cette opération permettra de collecter les données qui permettront de définir les politiques publiques aux niveaux local et national et d'améliorer la prise de décision.

P 5

AQUACULTURE EN EAU DOUCE

**Un objectif de
production de 3 000
tonnes en 2024**



Le ministre de la Pêche et des productions Halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé lundi à Sétif que son secteur œuvre à atteindre courant 2024 une production de 3.000 tonnes de produits de l'aquaculture en eau douce.

P 4

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Des réalisations
positives en 2023** P 5

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

**L'Algérie s'engage
fermement à réduire
l'impact sur
l'environnement** P 3

INONDATIONS À TIPASA 2023

**Clôture
définitive du dossier
des indemnisations** P 6

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Les mesures préventives contre la grippe saisonnière rappelées

Le ministère de la Santé a rappelé, mardi dans un communiqué, les principales précautions à prendre pour se prémunir contre la grippe saisonnière et ses complications, notamment avec la baisse sensible des températures. "En raison de la baisse sensible des températures, le ministère de la Santé rappelle les principales précautions à prendre pour se prémunir contre les complications de la grippe saisonnière qui peuvent être fatales, notamment pour les malades chroniques et les personnes âgées", selon le communiqué. La vaccination étant le moyen le plus efficace pour se protéger contre le virus de la grippe, le ministère appelle les personnes les plus vulnérables aux complications liées à cette maladie, notamment les plus de 65 ans, les enfants et les malades chroniques, à se faire vacciner. Le ministère recommande également aux citoyens, notamment les plus vulnérables, de "se faire vacciner tous les ans contre le virus de la grippe en raison de ses mutations", précisant que "le vaccin antigrippal est disponible dans les centres de vaccination habituels au niveau des établissements publics de santé". Le ministère invite, par ailleurs, les citoyens à observer certaines règles préventives telles que le lavage régulier des mains à l'eau et au savon ou par friction avec une solution hydro-alcoolique, le port du masque de protection et la distanciation physique.

GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS

412 structures réalisées jusqu'en 2023

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a affirmé à Alger, que dans le cadre du programme national de gestion des déchets ménagers, 412 structures ont été réalisées jusqu'en 2023 pour préserver la propreté des espaces publics et améliorer le cadre de vie du citoyen.

Par R. E.

La ministre intervenait ainsi lors d'une séance d'audition par la commission de l'Agriculture, de la Pêche et de la Protection de l'environnement à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à la présentation d'un exposé sur la stratégie et les perspectives de développement du secteur de l'Environnement et des Energies renouvelables. Ces réalisations se traduisent par la mise en place de 117 centres d'enfouissement technique (CET) des déchets ménagers et assimilés, 52 CET de déchets solides, 156 décharges réhabilitées, 16 centres de recyclage et 10 centres de transfert. Ce bilan comprend la réalisation de 15 centres de tri, 31 unités de traitement du lixiviat des déchets et 15 unités de compostage, a-t-elle ajouté rappelant que la stratégie nationale de gestion des déchets ménagers adoptée jusqu'à l'horizon 2035 est basée sur la récupération et le recyclage des déchets "qui constitue un domaine d'investissement économique prometteur en Algérie". S'agissant de la gestion et de la valorisation de déchets spéciaux et de déchets dangereux, les services du ministère ont procédé à l'accompagnement des opérateurs économiques dans ce domaine et ce par l'accréditation de 464 entreprises de collecte des déchets spéciaux et de déchets spécifiques et dangereux, dont 114 en 2023, et l'agrément de 170 entreprises de transport des déchets spécifiques et dangereux, dont 44 autorisations au cours de l'année dernière. En outre, 35 entreprises ont été habilitées

pour exporter des déchets spécifiques et dangereux, dont 5 en 2023 et 18 autres ont été autorisées pour exporter ces déchets dont 7 en 2023, selon le bilan présenté. Mme Dahleb a indiqué, à ce propos, que son secteur a adopté une stratégie nationale intégrée de gestion des déchets à l'horizon 2035, dont l'objectif global est d'atteindre une "société à zéro déchets, de développer une économie circulaire et une économie verte, et de garantir l'accompagnement à travers des plans nationaux de mise en œuvre et des outils de suivi et d'évaluation efficaces". Dans son exposé sur les projets liés aux énergies renouvelables, la ministre a expliqué que le projet d'installation de centrales solaires au niveau des toits du siège du ministère de l'Environnement et des Energies Renouvelables, des directions et des maisons de l'environnement au niveau national, ainsi que des sièges des institutions placées sous tutelle (82 sièges au total d'une capacité productive globale de 1 mégawatt), a été lancé en mai 2023. Le taux d'avancement des travaux est de 30%, a-t-elle dit.

Plusieurs opérations ont également été réalisées dans le domaine des énergies renouvelables, notamment le raccordement au réseau des petites centrales solaires destinées aux agglomérations dans les zones enclavées, en particulier dans le Sud (2000 unités), ainsi que l'installation de l'éclairage public à l'énergie solaire dans les régions montagneuses et enclavées (5000 points lumineux), outre le lancement d'études pour la réalisation d'une centrale géothermique et de valorisation énergétique des déchets organiques en préparation du lancement d'un projet pilote de création d'une unité de production de biogaz. Evoquant la stratégie nationale de gestion intégrée des déchets et sa valorisation à l'horizon 2035, la ministre a indiqué que cette stratégie permettrait à l'Algérie de réduire d'environ 10% les déchets ménagers et similaires, de valoriser 47% de ces déchets ménagers et spéciaux, ainsi que 60% des déchets non dangereux, pour une valeur financière pouvant atteindre 88 Mds Da, avec la possibilité de créer 30.000 emplois directs et 70.000 emplois indirects.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

40 décès et 1513 blessés en une semaine

Quarante (40) personnes sont décédées et 1513 autres ont été blessées dans 1175 accidents de la circulation survenus entre le 31 décembre 2023 et le 6 janvier 2024 à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan

hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 9 blessés suite à 6 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont

effectué 1003 interventions ayant permis entre autres l'extinction de 636 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (72 incendies), Tlemcen (37) et Oran (28).

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Les efforts de l'AAPI mis en avant

Des participants à une Journée parlementaire sur "Le décollage économique à la lumière de la nouvelle législation relative à l'investissement" organisée, lundi, ont estimé que les dispositions et mesures incitatives prévues dans la nouvelle loi sur l'investissement étaient de nature à promouvoir l'investissement et à booster le développement économique dans différents domaines. Les participants à cette Journée parlementaire, organisée par la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée po-

pulaire nationale (APN), ont affirmé que ces dispositions et mesures s'inscrivent dans la démarche de simplification des procédures d'investissement au profit des investisseurs locaux et étrangers étaient de nature à promouvoir l'investissement et à intensifier les projets d'investissement au service de l'économie nationale. Dans ce cadre, le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a précisé que «la nouvelle loi sur l'investissement prévoit des mesures incitatives visant à permettre aux investisseurs de réaliser leurs projets selon une approche lu-

crative en bénéficiant de procédures administratives simplifiées». L'intervenant s'est félicité de la stabilité du cadre institutionnel en Algérie, qui, selon lui, «contribue grandement au soutien, à la promotion et à la pérennisation de l'investissement, conformément aux orientations stratégiques de l'Etat». Mettant en avant les efforts de l'AAPI pour la promotion de l'investissement, M. Rekkache a évoqué la feuille de route axée essentiellement sur la facilitation de l'accès au foncier économique et aux sources de financement et la plateforme numérique de l'investisseur "dont l'im-

pact positif en termes de transparence et d'équité est avéré", a-t-il dit. Il a également rappelé la mise en place par l'AAPI des mécanismes nécessaires à la qualification de la ressource humaine et au renforcement de la coopération au double plan national et international, au service du décollage économique escompté. Lors du débat, M. Rekkache a évoqué le projet de "Bourse de partenariat" envisagé par l'AAPI afin de permettre à différents opérateurs économiques regroupés en son sein de lancer ensemble des projets dans divers domaines.

Par S. T.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ELLE DEVRAIT AUGMENTER DE PRÈS DE 22,5 MTEP ENTRE 2024-2028

La production des hydrocarbures en hausse

Grâce aux investissements consentis par le groupe pétro-gazier Sonatrach durant les quatre dernières années, la production primaire d'hydrocarbures de l'Algérie est en courbe ascendante. Selon les chiffres du ministère de l'Energie et des Mines, la production nationale en pétrole et gaz a connu une hausse moyenne de près de 1% sur la période 2019-2023, pour s'établir à 194 millions de tonnes équivalents pétrole (MTEP).

Par Sirine R

«L'Algérie a réalisé une production primaire d'hydrocarbures de 194 millions de tonnes équivalents pétrole (MTEP) en 2023, avec une hausse de la production de gaz naturel à la faveur de la mise en production de nouveaux gisements, alors que les exportations ont atteint 97 millions MTEP (+3,5% par rapport à 2022)», a indiqué Medjelled Miloud, Directeur général de la Prospective au ministère. Le secteur des hydrocarbures devrait maintenir cette croissance dans la production durant les quatre prochaines années. En effet, pour le moyen terme, la production primaire des hydrocarbures « connaîtra une hausse moyenne de 1,3% pour s'établir à 207 MTEP en 2028 », indique le représentant du ministère. L'augmentation de la production résulte, explique-t-il, essentiellement de l'apport des nouveaux projets qui viennent compenser la baisse des profils des gisements en exploitation. Les nouveaux apports sur la période 2024-2028 « sont évalués à près de 22,5 MTEP ». Dans le détail, le gaz naturel « représente en moyenne deux tiers de cette production, passant de 127 milliards m3 en 2019 à plus de 136 milliards m3 à fin 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 2% sur la période, à la faveur de la mise en production de nouveaux gisements ». Au volet des exportations, l'Algérie a

réalisé un bon de 3,5% pour atteindre un volume à l'export de près de 97 millions de tonnes équivalents pétrole (MTEP) en 2023, contre 93,5 MTEP en 2022. le même responsable a précisé que le gaz naturel représentait plus de 50% des volumes exportés.

146,7 milliards de m3 de gaz en 2028

Concernant la production du gaz naturel, elle évoluera annuellement de 1,4% pour atteindre 146,7 milliards de m3 en 2028, a-t-il encore précisé. A l'origine de cette croissance, la mise en service de nouveaux gisements sur la période 2024-2028, d'un apport additionnel de 16,3 milliards de m3, ainsi que le boosting de Hassi R'Mel et le développement de Touat « qui permettront le maintien d'un plateau de production global de plus de 130 milliards de m3 par an sur la période », a-t-il avancé. Et dans la perspective d'assurer la sécurité de ses approvisionnements et augmenter la production, notamment gazière, le secteur a préconisé plusieurs mesures, a souligné M. Medjelled. Il a notamment cité, à ce titre, la promotion du domaine minier national (attractivité des IDE et simplification des procédures et climat des affaires), le renforcement des efforts dans le domaine de l'Exploration & Production, la finalisation des projets en voie de développement, l'augmentation du taux de récupération du pétrole et du gaz ainsi que la diversification du mix énergé-

tique. Il est à rappeler que durant la période 2022-2026, le groupe Sonatrach avait annoncé un plan d'investissement de 40 milliards de dollars, dont une grande partie est orientée vers l'exploration. Des découvertes importantes ont été réalisées durant les trois dernières années par Sonatrach. Durant le premier trimestre de 2023, la compagnie nationale a réalisé six (06) découvertes d'hydrocarbures, en effort propre. Le groupe compte poursuivre sur cette même lancée en renforçant ses investissements dans l'exploration en effort propre et également en partenariat. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 2019, des partenariats ont été signés avec des compagnies italiennes, chinoises, françaises, russes et autres. Le nouveau Pdg de Sonatrach, Rachid Hachichi, avait indiqué que le groupe pétrolier comptait mobiliser une enveloppe financière de 50 milliards USD pour la période 2024-2028 dans le but de promouvoir l'investissement, notamment dans les activités en amont. « Dans le cadre du développement des capacités de la compagnie en matière d'investissement, notamment pour les activités en amont, une enveloppe financière de 50 milliards USD a été mobilisée pour la période 2024-2028, dont 36 milliards USD destinés essentiellement à l'exploration et à la production », avait précisé Hachichi dans une allocution à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de création du groupe.

PÉTROLE

Les prix du Brent dépassent les 77 dollars

Les prix du pétrole rebondissaient mardi, le marché se concentrant sur les craintes autour de l'approvisionnement mondial de brut avec la fermeture d'un champ libyen et les tensions en mer Rouge, après la chute importante de la veille. En fin de matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 1,88%, à 77,55 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, montait de 1,91%, à 72,12 dollars. Les craintes de restriction de l'offre avec les "tensions latentes en mer Rouge" et "l'état de force majeure déclaré dans le champ pétrolier libyen de Sharara" ont repris le dessus, poussant les prix vers le haut, expliquent des analystes. La Compagnie nationale de pétrole (NOC) en Libye a annoncé dimanche la suspension de la production de cet important gisement pétrolier dans le Sud-ouest du pays à cause d'un mouvement de protestation qui a bloqué l'activité sur le site. Ce champ pétrolier produit en temps normal 315.000 barils par jour, sur une production nationale de plus de 1,2 million de barils par jour. La veille, les prix du brut avaient brièvement sombré de près de 5% après l'annonce de la réduction du prix de vente du baril d'Aramco en Asie. Selon un document communiqué aux médias par Aramco, la compagnie nationale saoudienne prévoit de réduire ses prix de deux dollars par baril en février pour ses clients asiatiques, soit son niveau le plus bas depuis 27 mois. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait en petite baisse de 1%, à 31,32 euros le mégawattheure (MWh). Cette baisse des prix s'explique par "une demande toujours faible" malgré les températures, et "des niveaux de stocks confortables" en Europe, à plus de 16% de plus que les niveaux habituels à cette période de l'année, selon des experts. « Cela signifie que l'Europe est bien équipée en gaz pour passer l'hiver, ce qui alimente le sentiment baissier sur le marché », expliquent-ils.

R E.

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

L'Algérie s'engage fermement à réduire l'impact sur l'environnement

L'Algérie s'engage fermement à réduire les impacts de l'industrie pétrolière et gazière sur le climat et l'environnement, en mettant en œuvre des initiatives concrètes et en rejoignant des partenariats mondiaux pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, a indiqué, mardi, le Directeur général de la Prospective au ministère de l'Energie et des Mines, Medjelled Miloud. Dans une déclaration à l'APS, le responsable est revenu sur les ambitions et les projets de décarbonisation que s'est fixés l'Algérie, via l'entreprise nationale Sonatrach notamment, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7% à 22% d'ici 2030 et à réduire le volume global de gaz torchés à moins de 1% d'ici la même année. Pour y parvenir, a-t-il

soutenu, la Sonatrach a adopté une "approche volontariste" pour réduire ses émissions et s'attelle, dans ce sens, à "finaliser la +Baseline+ de ses émissions, comme référence des sources d'émissions des différentes installations et la comptabilisation des volumes et quantité émises. Elle a également rejoint, dans la même perspective, des initiatives telles que "Zero routine flaring à l'horizon 2030" et "Aiming for Zero Methane" pour réduire les émissions de méthane liées à ses opérations. La réduction des émissions du méthane constitue une option efficace et rentable pour lutter contre les changements climatiques, a souligné M. Medjelled, ajoutant que la récupération et la valorisation du CH4 fournissent une source d'énergie avec

une valeur économique avérée. L'autre axe majeur dans cette stratégie est la séquestration naturelle, avec un investissement de près d'un milliard de dollars dans un projet de reboisement de 520.000 hectares sur une période de 10 ans, a-t-il poursuivi, rappelant que ce projet allait permettre de stocker du carbone tout en favorisant le développement socio-économique et la création d'emplois. Par ailleurs, l'Algérie s'est engagée sur la voie des énergies renouvelables afin d'apporter des solutions durables aux défis environnementaux et à la problématique de préservation des ressources énergétiques d'origine fossile. Ainsi, un programme ambitieux pour le développement des énergies renouvelables a été lancé pour installer une puissance de 15.000 MW

d'ici 2035, dont 3.000 MW ont déjà été lancés, a encore rappelé le DGP au ministère. Il a dans le même contexte rappelé le développement de la filière Hydrogène à échelle industrielle (40 TWh) à horizon 2040-2050, en plus de prospecter d'autres sources d'énergies renouvelables, la géothermie notamment. La réduction du torchage de gaz, la récupération des émissions fugitives du méthane, la rationalisation de la consommation du gaz et de l'électricité sont d'autres mesures qui ont été prises, et qui devront non seulement réduire l'impact de l'industrie gazière sur l'environnement mais aussi permettre à l'Algérie de disposer de volumes supplémentaires en gaz naturel, selon le même responsable.

R E.

AQUACULTURE EN EAU DOUCE

Un objectif de production de 3 000 tonnes en 2024

Le ministre de la Pêche et des productions Halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé lundi à Sétif que son secteur œuvre à atteindre courant 2024 une production de 3.000 tonnes de produits de l'aquaculture en eau douce.

Par Slimane T/Agence

Présidant un séminaire national sur l'investissement dans l'aquaculture en eau douce et visitant une exposition sur le thème à la maison de la culture Houari Boumediene, au chef-lieu de wilaya, M. Badani a indiqué que son département œuvre à parvenir en 2024 à la production de 3.000 tonnes de produits d'aquaculture en eau douce puis à la porter à plus de 60.000 tonnes à l'horizon 2030.

«La pêche continentale dans les barrages et les plans d'eau revêt une grande importance du fait qu'elle représente 80 % de la production annuelle de poissons d'eau douce et est exercée par plus de 47 pêcheurs professionnels et plus de 2.000 amateurs», a souligné le ministre,

affirmant la détermination du ministère à assurer l'accompagnement technique aux professionnels de la pêche continentale par l'exploitation des structures et les techniciens des six (6) stations de pêche continentale se trouvant près des barrages.

Dans la commune d'El-Ouricia, le ministre a visité la station expérimentale d'aquaculture "feu moudjahid Hedhar-Tayeb" relevant du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture qui est parvenue à produire plus de 38 millions d'alevins de diverses espèces de carpe. Évoquant les mesures introduites dans la loi de finances 2024, le ministre a indiqué qu'elles favorisent le développement de la filière aquacole. «La loi de finance 2024 prévoit plusieurs mesures

incitatives au profit des aquaculteurs en eau douce dont un soutien financier de 50.000 DA pour chaque tonne à produire de tilapia et un abaissement de 19 % à 9 % de la TVA pour les transformateur de ce poisson», a indiqué le ministre dans son allocution d'ouverture des travaux d'un séminaire national sur l'investissement dans l'aquaculture en eau douce.

Badani a révélé à l'occasion que des aires seront réservées et aménagées au profit des investisseurs dans les 58 wilayas du pays, affirmant que 43 aires sont actuellement en cours d'aménagement. Le ministre a affirmé que son département assure l'accompagnement technique des jeunes investisseurs en aquaculture en plus de leur formation par le truchement de l'Agence nationale

d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, ce qui permettra, a-t-il ajouté, d'augmenter la production aquacole et générer des emplois dans les régions du Sud et des Hauts plateaux notamment.

Evoquant les efforts de l'Etat pour le développement du secteur, M. Badani a indiqué que le plan de travail du gouvernement comporte quatre axes essentiels en l'occurrence le développement de la production de la pêche en générale, l'augmentation des capacités aquacoles, notamment en eau douce, le développement de la pêche en haute mer, la valorisation des produits halieutiques y compris d'eau douce et la promotion de l'industrie de transformation des produits de la pêche et de la couverture sociale des professionnels du secteur.

COMPLEXE D'EL HADJAR

200 ha de foncier devraient être récupérés et affectés à l'investissement

Quelque 200 hectares de foncier industriel excédentaire, situés dans le périmètre du complexe sidérurgique Sider d'El Hadjar (Annaba), devraient être récupérés pour accueillir des investissements, a indiqué lundi le président-directeur général du complexe, Lamine Sedrati. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce foncier pouvant représenter un actif excédentaire a été identifié, lundi, lors d'une visite de terrain du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, accompagné des responsables du com-

plexe d'El Hadjar, et ceux en charge de l'identification, la délimitation et la récupération du foncier industriel, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, signifiées au cours du dernier conseil des ministres et relatives à la récupération du foncier industriel disponible dans le périmètre du complexe d'El Hadjar, et son orientation vers l'investissement. Le foncier excédentaire identifié comprend environ 140 hectares de terrains industriels excédentaires, non exploités dans le périmètre du com-

plexe, et quelque 60 hectares représentant des zones excédentaires, également inexploitées, situées dans l'enceinte de l'usine. Le PDG du complexe sidérurgique a souligné que le foncier identifié aux fins de récupération pour l'investissement, «constitue un foncier excédentaire et inexploité, dont la récupération n'affectera ni l'activité du complexe, ni les prévisions d'investissement liées à son expansion». Il a également affirmé que le foncier industriel identifié pour la récupération est «stratégiquement situé» en raison de son

aménagement aisé et de la proximité des réseaux nécessaires à l'activité industrielle. Il a considéré, dans ce contexte, que de nombreux investissements publics et privés, ainsi que des petites et moyennes entreprises et des start-ups trouveront dans le foncier industriel identifié une opportunité de relancer l'économie de la région. Le complexe Sider d'El Hadjar, situé dans la commune de Sidi Ammar (daïra d'El Hadjar), couvre une superficie totale de 900 hectares exploités dans le cadre, notamment, de l'activité des uni-

tés de l'usine, des services administratifs et de services, en plus des espaces destinés au stockage du minerai de fer, des matières premières, de l'eau et autres activités liées à l'industrie sidérurgique. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait, lors du conseil des ministres de dimanche dernier, chargé le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique de récupérer le foncier industriel situé dans le périmètre du complexe d'El Hadjar et de l'orienter vers l'investissement.

PROGRAMME ÉCONOMIE BLEUE

Installation de la commission régionale Centre à Boumerdes

La commission régionale centre d'orientation du Programme économie bleue, pêche et aquaculture, chargée du suivi de la mise en œuvre de ce programme lancé en partenariat entre le secteur algérien de la pêche et l'Union Européenne, a été installée, lundi, à Boumerdes. L'installation de cette commission s'est déroulée en présence de la directrice nationale du Programme économie bleue, au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Chanez Zaouadi, de la représentante de l'UE en Algérie, Naouel Rabia, et du vice-président du Programme économie bleue en Algérie, Bertrand Cazalet, outre des cadres du ministère et des représentants des wilayas de Sétif, Alger, Tipasa et Tizi-Ouzou.

«La mise en place de cette commission

mixte s'inscrit dans le cadre du développement et de la promotion du secteur, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs au niveau des ports, en partenariat avec les représentants de l'Union européenne», a indiqué le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Kadri Cherif. Il a ajouté que la mission de cette commission consistera à assurer le «suivi et la coordination stratégique de ce programme, considérant quelle fera office de plateforme de communication et de discussion sur les activités mises en œuvre par le programme, tout en émettant les recommandations qu'elle jugera utiles, en la matière». La commission englobe notamment des acteurs publics et privés et des représentant de directions, de l'université, d'associations et de coopé-

ratives de pêcheurs et d'artisans, ainsi que des représentants du Programme économie bleue, du ministère de tutelle et de la Représentation de l'Union européenne en Algérie. «L'économie bleue est un concept qui soutient la croissance économique, l'intégration sociale et l'amélioration des moyens de subsistance, tout en assurant la protection durable de l'environnement, des océans et des zones côtières», a souligné, pour sa part, la directrice nationale du Programme économie bleue, au ministère de la Pêche. «Financé par l'Union européenne en Algérie en partenariat avec le ministère de la Pêche, le Programme économie bleue englobe 14 wilayas du littoral algérien, avec une mise en œuvre qui s'étalera sur une période de 48 mois (entre 2021 et 2025)», a ajouté la

même responsable. Selon d'autres intervenants, ce programme vise principalement à contribuer au développement économique de l'Algérie en développant durablement l'économie bleue, conformément à la stratégie nationale du domaine, et en développant les activités de la pêche et de l'aquaculture. Soutenir les opportunités d'investissement au profit des communautés côtières à travers la diversification des services et l'innovation, renforcer l'aquaculture marine et continentale, améliorer les conditions de travail des petits pêcheurs et garantir le contrôle et la gestion de la pêche sur tout le territoire maritime, représentent les autres objectifs principaux de ce programme.

R.E.

RECENSEMENT GÉNÉRAL AGRICOLE

Lancement incessamment de la 3^e opération

C'est au cours du 1^{er} trimestre 2024, qu'aura lieu, le lancement effectif de la 3^e opération de recensement général de l'agriculture (RGA). C'est ce qu'a annoncé le Ministre le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Cette opération permettra de collecter les données qui permettront de définir les politiques publiques aux niveaux local et national et d'améliorer la prise de décision.

Par Reda Hadi

La déclaration du ministre est intervenue lors d'une séance d'audition devant la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de son président et de la ministre des Relations avec le Parlement, consacrée à la présentation du plan d'action de l'année 2024 pour la relance du secteur. Il faut souligner que cette opération est la troisième du genre après celles menées en 1973 et 2001. En résumé, le recensement général "est une opération nationale d'envergure", et un outil de collecte des données statistiques exhaustives sur le secteur, a expliqué le ministre, soulignant que les données collectées permettront d'avoir "une meilleure vision du secteur, notamment en ce qui concerne la définition des politiques publiques aux niveaux local et national et l'amélioration du processus de prise de décision". L'utilité d'un tel recensement, n'est plus à démontrer et celle menée en 2021 à Ghar-daïa a permis de mettre en œuvre une application numérique du recensement selon une approche modulaire (version Soft), préconisée par l'Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Beaucoup disent que ce recensement n'est pas que de compter les agriculteurs et le bétail, mais ambitionne de produire une

photographie complète du monde agricole. Cette opération majeure de la statistique agricole est au cœur de notre système d'information agricole. Cette campagne devra s'évertuer à mieux apprendre les surfaces agricoles non exploitées. Un sujet abordé par le ministre de l'agriculture, qui assure que son département ministériel s'emploie à assurer l'exploitation optimale du foncier agricole et des investissements structurants dans le Sud, avec la récupération des terres non exploitées, conformément à la réglementation en vigueur, faisant état de la réinsertion des terres récupérées dans les plateformes numériques relevant de l'Office national des terres agricoles (ONTA) et l'Office national de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS). Il a relevé que ses services avaient pris toutes les mesures nécessaires pour régler le dossier de mise en valeur des terres agricoles d'ici la fin du mois de janvier en cours.. M Radja Ahmed, expert agricole et consultant à la FAO, nous a spécifié, que ce recensement est vitale, pour maîtriser notre agriculture, savoir la développer et évidemment mieux assurer notre sécurité alimentaire. Et de poursuivre, en disant que le secteur continue à travailler sur la base de vieilles données de près de deux décennies, alors que théoriquement ce recensement devrait être fait tous les dix ans. Et de rappeler que pour le deuxième RGA, il a fallu attendre 28 ans après le premier qui re-

montait à 1973. Pour l'expert, il est plus que temps de passer au troisième pour actualiser les données d'un secteur qui a connu d'importants bouleversements. De même précise-t-il, Idem pour les résultats du recensement national des terres agricoles non exploitées, à l'issue duquel des mesures seront prises à l'encontre de ceux qui ont bénéficié de concessions pour la mise en valeur les terres sans le faire. D'autre part, et dans le cadre de la promotion et de l'encouragement de l'investissement structurant dans le Sud, à travers l'activation de l'ODAS, le ministre a fait état d'un portefeuille foncier de plus de 460.000 hectares dédié aux investisseurs, dont plus de 283.000 hectares ont été distribués au profit de 464 investisseurs. Et de préciser à ce propos que la rencontre nationale tenue à Adrar pour l'appui de l'agriculture dans les régions du Sud, qui disposent d'une abondance d'eau et de terres arables, a permis de mettre en relief, les efforts en cours en vue de créer des pôles agricoles intégrés, à l'instar des pôles de culture céréalière, du pôle de production laitière, de la betterave sucrière, de la production et la densification de semences de pommes de terre, ainsi que la culture du coton et des plantes oléagineuses. Il a dit œuvrer pour atteindre l'autonomie en huiles, notamment l'huile de table, le coton et les semences, à l'instar des semences de pommes de terre et des céréales.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des réalisations positives en 2023 et de nouveaux défis à relever

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki a affirmé, ce mardi, que son département était à pied d'œuvre pour accélérer la cadence de la mise en œuvre des projets et relever les nouveaux défis technologiques. Lors de son exposé devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), sur les réalisations accomplies par le secteur à ce jour et les défis à venir, M. Bibi Triki a fait état d'"un plan d'action renfermant une série d'objectifs à atteindre avant la fin 2024, outre nombre d'objectifs d'étape dont la réalisation est soumise à une évaluation périodique, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Dans ce contexte, il a souligné que son secteur "connait une dynamique renouvelée et effrénée, en ce sens que dès que des objectifs sont atteints, de nouveaux enjeux apparaissent, c'est pourquoi il est impératif d'accélérer la cadence de travail et l'exécution des projets pour mieux relever les nouveaux défis technologiques". Evoquant les télécommunications, le mi-

nistre a souligné que dans le but de garantir la continuité des services et de renforcer la capacité de la bande passante internationale, le secteur œuvre "à diversifier les câbles sous-marins reliant l'Algérie aux autres régions du monde, d'autant que le renforcement des capacités du réseau international des télécommunications a permis un renforcement de la capacité de la bande passante internationale, qui est passée de 1,5 Tb/s en 2020 à 7,8 Tb/s actuellement". Des efforts sont également en cours pour améliorer la moyenne d'accès à l'Internet fixe, en veillant à "augmenter le nombre de foyers connectés au réseau et développer et moderniser l'efficacité du réseau, et ce dans le but de raccorder 6 millions de foyers au réseau d'Internet fixe et à la fibre optique à fin 2024" a ajouté le ministre, ajoutant que le débit minimum de l'internet fixe est désormais de 10 mégabits/seconde, sans incidence financière sur les citoyens. En ce qui concerne l'internet mobile, le nombre d'abonnés "a dépassé les 45 millions, parallèlement à l'augmentation du volume des données consommées mensuellement par chaque utilisateur, à 9 mégaoctets, grâce à l'amélioration

du débit". S'agissant des réalisations du secteur dans le domaine de la Poste, le ministre a fait état de "4.245 bureaux de poste à la fin de l'année 2023", affirmant que le nombre de guichets dans ces bureaux est passé à 12.955 durant la même période, ce qui a permis d'enregistrer un bureau de poste pour chaque 10.500 habitants. De surcroît, le réseau postal a été renforcé par des bureaux de poste itinérants, dont le nombre s'élève actuellement à 89". Concernant les guichets automatiques, le ministre a fait savoir qu'ils ont été renforcés pour atteindre 1.993 guichets actuellement, contre 1.400 en 2020 (+40%), ajoutant que 62 espaces libre de services ont été mis en service à travers le territoire national. Il a également souligné que l'augmentation du nombre de guichets a été accompagnée d'une multiplication du nombre des cartes "Eddahabia", dépassant les 12,5 millions de cartes, ce qui a contribué à généraliser les paiements électroniques et à renforcer l'inclusion financière avec près de 66 millions d'opérations enregistrées en 2023.

R E

CNEP-BANQUE

Lancement prochain d'une nouvelle formule de financement du matériel agricole

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) lancera, prochainement, une nouvelle formule portant financement du matériel agricole, a déclaré mardi à Mascara le directeur général de la Banque, Samir Tamrabet. Lors d'un point de presse animé en marge de la cérémonie inaugurale d'une nouvelle agence de la CNEP-Banque, sise rue Emir Khaled au centre-ville de Mascara, M. Tamrabet a indiqué que la CNEP-Banque procédera, "prochainement", au lancement d'une nouvelle formule relative au financement du matériel agricole, dans le cadre de la mise en œuvre de la première phase de la stratégie adoptée par cet établissement bancaire devant s'étaler sur une période de trois années. Il a, d'autre part, révélé que la CNEP-Banque se lancera, à la fin de l'année en cours, dans des opérations inhérentes au financement du commerce extérieur, précisant dans ce contexte que la CNEP-Banque couvre actuellement 70% des activités immobilières à l'échelle nationale au profit des particuliers et des promoteurs. Par ailleurs, M. Tamrabet a déclaré que son établissement s'apprête, au cours du premier semestre de cette année, à vendre 2.000 logements et autant de locaux commerciaux répartis à travers le territoire national. Il a, en outre, fait savoir que la CNEP/banque a procédé, durant l'année écoulée, au lancement d'une plateforme numérique "Cnep market" destinée à la vente directe des logements, à travers l'espace Internet, et ce, dans le cadre des actions visant à moderniser les services et les produits de la CNEP par le biais de la numérisation de ses prestations. Il a également indiqué que la CNEP procédera, dans le cadre de cette stratégie, à la "conversion" de pas moins de 4 millions de livrets d'épargne de la forme papier en cartes magnétique, à la faveur d'une convention signée entre son institution et Algérie Poste. Le Directeur général de CNEP/Banque a révélé également que cette dernière compte 1,6 million de cartes bancaires permettant à leurs détenteurs d'effectuer toutes les transactions bancaires, ajoutant que son établissement financier compte quelque 9 millions de clients. Il a, dans la foulée annoncé le lancement d'une série de services et de prestations, citant notamment celui relatif à la mise en service, depuis décembre dernier, d'une application offrant au client la possibilité de prendre rendez-vous à distance avec l'agence de son choix pour les prestations dont il veut bénéficier. Le même responsable a aussi évoqué la nouvelle application, Cnep-connect, qui permet au client, à travers son smartphone, le paiement électronique, non sans annoncer l'ouverture prochaine, au cours de cette année, de nouvelles agences à travers l'ensemble du territoire national. S'agissant de l'agence "419" inaugurée à Mascara, le même responsable a précisé que la démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie adoptée par son institution, "qui vise à offrir à ses clients des services de qualité". Il est à souligner que la cérémonie inaugurale de la nouvelle agence à laquelle ont pris part les responsables locaux et des cadres de la CNEP, a été également marquée par l'inauguration d'un projet de 250 logements promotionnels réalisé à Mascara-ville et piloté par la CNEP-Banque.

R E.

PORT DE DJEN DJEN (JIJEL)

Deux shiploaders mis en service au cours du 1er semestre 2024

Deux (2) shiploaders (grandes machines utilisées pour le chargement de matériaux solides à bord des navires) seront mis en service "au cours du 1er semestre de 2024" au port de Djen Djen, à Jijel, a indiqué, lundi, le Président-directeur général de ce port, Abdeslam Bouab.

Le même responsable a précisé que les deux machines, qui permettront, après leur mise en service, d'accélérer l'expédition des matériaux solides destinés à l'exportation, ont été commandées de Chine et devraient être réceptionnées au port en avril et juin prochains.

M. Bouab a ajouté que la réception des deux shiploaders permettra d'augmenter les capacités de chargement et d'accélérer les opérations d'expédition de matériaux solides destinés à l'exportation, en particulier le clinker (matière première du ciment).

Ces équipements permettront également l'accostage et la sortie des navires dans un court laps de temps, la réduction des délais d'attente des navires et leur longue attente en rade, onéreuse en termes de surestaries. Cela est de nature, a encore indiqué le même responsable, à augmenter la compétitivité du port qui pourra ainsi améliorer substantiellement ses revenus.

Un premier shiploader avait été installé en octobre 2023 au port de Djen Djen, au profit du groupe Holcim Algérie, d'une capacité de chargement de 18.000 tonnes/jour, a aussi déclaré M. Bouab, rappelant que ce port avait connu, en 2023, une augmentation significative de ses échanges commerciaux, qui sont passés de 9,2 millions de tonnes en 2022 à 9,8 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 %. Les exportations hors hydrocarbures à partir du port de Djen Djen (fer, ciment, matériaux de construction et autres) ont également enregistré une hausse estimée à 3 % au cours de l'année 2023. Un chiffre qui devrait notablement augmenter après l'achèvement des travaux du terminal à conteneurs, a conclu le PDG du port.

SAÏDA

Vers la plantation de plus de 311.000 arbustes, en 2024

La Conservation des forêts entend planter plus de 311.000 arbustes dans la wilaya de Saïda, dans le cadre de la campagne de reboisement qui s'étend jusqu'au 21 mars 2024, a-t-on appris, lundi, de cette administration forestière.

La campagne, qui a démarré au mois d'octobre dernier, verra la plantation de 311.790 arbustes à travers les différentes régions de la wilaya. Il s'agit notamment de pins d'Alep, de platanes et de caroubiers, des arbustes qui seront mis en terre sur une superficie totale estimée à 500 hectares, et ce, dans toutes les communes de la wilaya, a-t-on ajouté. Afin de réussir cette campagne, la Conservation des forêts a mobilisé tous les moyens humains et matériels, impliquant divers secteurs et institutions, à savoir les membres de l'Armée nationale populaire (ANP), les éléments de la Sûreté, les agents de la Protection civile, les associations locales, les citoyens, les clubs écologiques et les élèves. Cette opération contribuera à récupérer et à intensifier le couvert végétal des zones forestières en-



dommagées dans la wilaya à la suite des incendies de forêts, en plus de l'embellissement de l'environnement et la diffusion de la culture de veille environnemen-

tale chez les citoyens, a souligné la même source. A signaler que la Conservation des forêts de Saïda a procédé à la plantation de 392.843 arbustes, en

2023, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement. Cette opération comprenait la plantation de pins d'Alep, de caroubiers et de platanes, a précisé la même source. Pour rappel, la Conservation des forêts dispose de 4 pépinières de production de plants d'arbres implantées à travers les zones "Oum Rekhail" (commune d'Aïn El Hadjar), la forêt du vieux Saïda (commune de Saïda), Aïn Beïda (commune de Doui Thabet) et la commune de Hassasna. Ces pépinières permettent la production d'une quantité d'arbres estimée à plus de 55.000 plants par an, dont le Pin d'Alep, le platane et le caroubier.

A signaler que la wilaya de Saïda comprend une superficie forestière globale estimée à 159.525 hectares, selon la Conservation des forêts.

ORAN

Une production prévisionnelle de plus de 42.000 qx d'agrumes

La direction des Services agricoles prévoit de réaliser une production de plus de 42.000 quintaux de différentes variétés d'agrumes à Oran, durant la saison de récolte 2023-2024, a-t-on appris, dimanche, auprès de ces services.

Une production de 42.736 quintaux de ce genre de fruits hivernaux est attendue, durant cette campagne, au niveau des vergers d'Oran sur une superficie totale estimée à 422 ha, a indiqué à l'APS le chef de bureau arboriculture fruitière à la direction des Services agricoles de la wilaya, Abdelkader Bendjenna.

Jusqu'à présent, 13.462 quintaux d'agrumes ont été récoltés sur une superficie estimée à 95 ha,

avec un rendement de 142 quintaux à l'hectare de la superficie productive, estimée à 275 ha, a déclaré M. Bendjenna.

Il a indiqué que la campagne de récolte, qui a démarré en novembre dernier, se poursuit jusqu'au mois de février prochain au niveau des vergers d'agrumes se trouvant de manière intense dans les régions de Misserghine et de Boutlelis. Les producteurs d'agrumes, notamment les différentes variétés d'oranges, aspirent à développer cette filière, malgré le manque de précipitations empêchant l'extension des superficies et l'obtention d'une production abondante dans la capitale de l'Ouest du pays, célèbre pour les oranges de "Misserghine", ce qui nécessite un accompagnement des agricul-

teurs avec davantage de puits pour relancer ce type de culture, selon le même responsable. Dans ce contexte, la Société des eaux et assainissement d'Oran (SEOR) a mis à la disposition des producteurs deux puits, depuis plus de deux ans, mais cela reste insuffisant, a fait observer le président de l'association "Clémentine de Misserghine", Khalil Bekhedda, soutenant que les producteurs veillent à préserver les plantations d'agrumes, notamment la qualité des clémentines qui attend toujours sa labellisation. Il a assuré, à ce propos, qu'un dossier a été déposé, depuis 2018 au niveau du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

INONDATIONS À TIPASA 2023

Clôture définitive du dossier des indemnisations

Les services de la wilaya de Tipasa ont définitivement clos le dossier d'indemnisation des sinistrés des inondations ayant affecté les communes de la partie est de la région le 25 mai 2023, a annoncé, lundi, le wali Aboubakr Seddik Boucetta. Dans son intervention à une cérémonie de distribution d'aides financières à des familles dont les habitations ont été endommagées, le wali a affirmé le "parachèvement de l'opération d'indemnisation des sinistrés de ces inondations, exception faite pour certains cas nécessitant des procédures non-administratives, comme les familles ayant désigné un des leurs pour bénéficier d'une indemnisation spécifique". Il a assuré, en outre, que l'"Etat a honoré ses engagements" envers les citoyens, en application des décisions prises par le président de la République, M Abdelmadjid Tebboune, lors du conseil ministériel du 28 mai dernier, soit immédiatement après cette catastrophe. Les décisions en question ont

porté notamment sur l'affectation d'une enveloppe de 10 milliards de DA pour la prise en charge des pertes subies par les victimes de ces inondations, le relogement de la totalité des familles sinistrées dans un délai de 24 heures, et une prime mensuelle de solidarité de 30.000 DA pour les pêcheurs. Selon le bilan définitif des indemnisations, dévoilé, à l'occasion, par le wali de Tipasa, une enveloppe globale de 149 millions de DA a été affectée à l'indemnisation de 818 pêcheurs déclarés en chômage technique, pour une période de six mois, soit de juin à novembre derniers, après l'arrêt d'activité des ports de pêche de Khemisti et Fouka. A cela s'ajoute, l'indemnisation de 73 propriétaires et approvisionneurs de bateaux avec une enveloppe de 60 millions DA, parallèlement à l'affectation d'une autre enveloppe de 213 millions DA, pour le renouvellement du mobilier et équipements électroménagers de 1.067 familles. Les services de la wilaya de Tipasa ont également

assuré le relogement de 149 familles, dont 121 familles dans les 48 heures ayant suivi les décisions du conseil ministériel du 28 mai. Le reste des familles ont été relogées successivement après un nouveau recensement et la finalisation de leurs dossiers administratifs. Concernant l'opération d'aujourd'hui, le wali a assuré qu'il s'agit de la "dernière étape" des indemnisations. Elle a profité à 93 familles, bénéficiaires d'une aide financière estimée entre 150, 400 et 700.000 DA, en vue de la réparation des dégâts occasionnés à leurs habitations, par les inondations, (fissures, effondrements partiels divers). Le chef de l'exécutif de Tipasa a réitéré "l'engagement de l'Etat à consentir davantage d'efforts dans le cadre des différents projets en cours dans nombre de secteurs, pour la prise en charge des pertes subies à la suite de ces inondations, notamment dans les secteurs de la pêche, des routes, de l'hydraulique et de l'aménagement urbain".

LA THÉRAPIE DE CHOC DE JAVIER MILEI

Des mesures radicales pour sortir l'Argentine de sa torpeur

Ravagée par le clientélisme dévergondé et un corporatisme qui a asphyxié l'économie, l'Argentine, prisonnière du joug péroniste, a retrouvé un peu d'espoir. Javier Milei est arrivé au pouvoir, voici un mois, avec un programme radical de libéralisation de l'économie, de dérégulation, de baisse du poids de l'État tentaculaire, et de dollarisation. Où en sommes-nous ?

Par Nathalie Janson (1)
et Nikolai G. Wenzel (2)

Javier Milei a pris ses fonctions de président de la République argentine le 10 décembre 2023. Il avait promis un ambitieux programme de réformes pour sauver une économie argentine ravagée par le clientélisme dévergondé et un corporatisme qui a asphyxié l'économie, surtout cette dernière décennie. L'Argentine, prisonnière du joug péroniste, a retrouvé un peu d'espoir. Mais la route sera longue et douloureuse. Rappelons-le : sous différents noms, différents dictatures, et différents affrontements entre caudillos régionaux, les guerres d'indépendance argentines durèrent de 1810 à 1860. Le pays, exsangue, reprit son souffle sous une constitution libérale qui transforma l'Argentine de pauvre et vilain petit canard de l'empire espagnol en miracle économique attirant toujours plus d'immigration. En 1910, l'Argentine était devenue le huitième pays le plus riche du monde, grâce à une constitution qui faisait respecter les droits individuels, l'immigration, le droit du culte, la propriété privée, et les lois du marché. Hélas, le péronisme - héritier idéologique du corporatisme de Benito Mussolini, greffé dans le Cône-Sud par le Colonel Juan Domingo Perón - a stoppé net la croissance et l'opportunité. Redistribution, centralisation, corporatisme, impôts punitifs, corruption... et divers coups d'états militaires homéopathiques (qui cherchaient à vaincre le mal par le mal)... L'Argentine s'est auto-détruite en 40 ans d'hyperinflation à répétition, après trois crises internationales de la dette et malgré les plans de sauvetage du FMI. Mais, si les dégâts ont commencé en 1946 avec le coup d'état du Colonel Perón, ils se sont accélérés cette dernière décennie, sous une renaissance péroniste depuis 2003. Ceux-ci ont assuré la destruction des contre-poids institutionnels, et ont donné à l'Argentine une inflation de 161%, pendant que le taux de pauvreté a augmenté de 10% à 45% sur la même période. Javier Milei est arrivé au pouvoir, voici un mois, avec un programme radical de libéralisation de l'économie, de dérégulation, de baisse du poids de l'État tentaculaire, et de dollarisation. Où en sommes-nous ?

Rentrer dans le lard des obstacles à la création
Dès son investiture, le gouvernement Milei avait promis de couper les dépenses publiques, mais aussi d'augmenter certains impôts (notamment sur les importations et exportations) pour s'attaquer au déficit budgétaire. Le plus ambitieux programme sort d'un Décret de Nécessité et d'Urgence (Decreto de Necesidad y Urgencia (DNU), prévu par l'article 99 de la constitution de 1994). En cas d'urgence, le président peut imposer certaines mesures sans l'accord en aval du pouvoir législatif. Le DNU du 21 décembre 2023 contient 366 articles visant à sauver l'économie argentine des ravages du corporatisme péroniste (en théorie, le pouvoir législatif peut s'y opposer, mais cela ne rentre pas dans la tradition politique argentine depuis 1994. Faute d'une démission anticipée, le DNU aura vigueur jusqu'au 31 décembre 2025). Ces 366 articles se résument en 30 points-clefs. La majorité visent la dérégulation : du marché immobilier (que cela prenne de la graine à Paris !), de la santé et de la pharmacie, des protections du consommateur, des contrôles des prix, des entraves aux contrats, des marchés du travail (avec un bémol puisque la Chambre National du Travail a suspendu certaines dispositions), et plus. En bref, Milei rentre dans le lard de 80 années de paperasses et d'obstacles à la création de valeur économique, afin que le peuple puisse manger. Notons deux éléments importants. Tout d'abord, le gouvernement Milei a hérité d'un dilemme épouvantable dont il a pleinement conscience : le dirigisme péroniste a augmenté la pauvreté nationale de 10% à 45% de la population nationale en une décennie. A long-terme, la solution est évidente : il est urgent de rétablir la croissance économique et mettre fin au corporatisme péroniste. Mais à court-terme, les plus pauvres - soit la moitié de la population - vont souffrir de la coupure des subventions et aides publiques en tout genre qui se substituent aux opportunités économiques inexistantes. Pour pallier à ce problème, le gouvernement Milei a doublé, dans l'immédiat, les aides alimentaires et sociales aux enfants. Deuxièmement, le gouvernement Milei reprend en main l'état de droit et entend mettre fin au chantage des syndicalistes péronistes : toute personne bloquant l'accès ou la sortie des entreprises pendant des mouve-

ment de grève peut maintenant être renvoyée, sans privilège légal, et peut s'exposer à la perte de toute prestation sociale.

Rattrapé par la réalité
Pour ce qui est de la dollarisation, le gouvernement Milei à peine élu, a été rattrapé par un principe de réalité. Il a renoncé à la suppression immédiate de la banque centrale parallèlement à la dollarisation en raison de la faiblesse du niveau des réserves en dollars - environ 4 milliards de dollars. En repoussant la mise en œuvre de cette promesse de campagne, Milei s'est privé d'un promoteur ardent de la dollarisation - Emilio Ocampo - qui à la suite de cette décision a refusé de prendre la direction de la banque centrale. Milei a-t-il craint les conséquences dramatiques d'une réduction drastique de la masse monétaire qui aurait exposé le pays à un risque d'explosion sociale compte tenu du niveau déjà élevé de la pauvreté ? Ou bien n'a-t-il pas voulu raviver le souvenir du Plan Bonex adopté par le gouvernement Menem pour venir à bout d'une inflation proche de 5000% avant l'adoption en 1991 d'un currency board*, sorte de dollarisation déguisée. L'inflation est aujourd'hui moindre - environ 200% - mais artificiellement contenue jusqu'à jusqu'à récemment par le contrôle des prix et des capitaux. Milei ayant mis fin au contrôle des prix, il est urgent d'absorber les pesos créés à tour de bras par la monétisation de la dette par les précédents gouvernements et le paiement des intérêts toujours plus élevés (la charge d'intérêts représente presque 10% de PIB). La première décision, relativement technique, de la banque centrale a été d'émettre des billets à un jour, appelés pases, payant un intérêt annuel de 100 % à la place des précédents billets à 28 jours - leliqs -, payant un intérêt annuel de 133 % afin d'absorber le trop plein de pesos. La principale difficulté de ces opérations techniques est de faire adhérer les banques commerciales pour qu'elles se portent acheteuses. L'objectif est d'absorber le maximum de liquidité avant de lever le contrôle des capitaux afin d'en éviter la fuite ce qui mettrait en péril les banques déjà fragilisées.

Autoriser bitcoin
Parallèlement, le Ministre des Affaires Etrangères Diana Mondino a annoncé la possibilité d'utiliser des monnaies ou actifs autre que la

monnaie légale (Article 766). Il permet donc l'utilisation du Bitcoin et autres cryptomonnaies dans les contrats privés. C'est une remise en cause du cours légal, une initiative plutôt opportune dans un pays malade de sa monnaie. Il permet aux entreprises de librement contracter dans les monnaies qui leur semblent plus fiables et qui échappent au contrôle des capitaux pour ce qui est des cryptomonnaies ; ceci a pour principal avantage de continuer à faire des affaires malgré les incertitudes. Malgré tout, la pauvre Argentine, qui a déjà tant souffert sous la dictature économique du péronisme et la dictature politique de divers régimes militaires, s'apprête à souffrir encore plus, avant de trouver le salut et la prospérité. L'économiste Friedrich Hayek, prix Nobel en 1974, utilisait l'analogie de l'excès alcoolique. Un lendemain de fête, face à un mal de tête épouvantable, nous faisons face à un choix cornélien : accepter les conséquences des joies de la veille - ou repousser une souffrance qui ne sera que pire le lendemain, en attrapant la bouteille sur la table de chevet... et recommencer le lendemain. Ainsi en est-il des beuveries monétaires et fiscales. Quand le matin arrive, il reste un choix. Pendant plus de vingt ans, l'Argentine s'est réveillée chaque matin avec una cruda (une gueule de bois) carabinée. Au lieu de réfléchir à ses vices et demander au FMI de cadenasser le cellier, les gouvernements péronistes ont ouvert des magnums de Malbec à chaque aurore. Javier Milei propose enfin d'arrêter la débauche. L'Argentine peut s'en sortir, mais non sans souffrance. (*) Le principe d'un currency board (caisse d'émission) est de transformer en monnaie locale chaque unité de devise à laquelle la monnaie locale est ancrée qui entre. Le currency board n'est pas une banque centrale et n'a pas vocation à mener de politique monétaire, ou plus exactement ne fait que respecter strictement un système de taux de changes fixe.

(1) Professeur associé d'économie au sein du département Finance à NEOMA Business School
(2) Professeur d'économie à l'Universidad de las Hespérides, et chercheur associé au American Institute for Economic Research.

AÉROPORT DE BEYROUTH
Une cyberattaque provoque un dysfonctionnement du système d’inspection des bagages

Le ministre des Travaux publics du gouvernement intérimaire libanais, Ali Hamiyah, a confirmé lundi que l'aéroport de Beyrouth fonctionne sans problème et que des travaux sont en cours pour identifier la source du piratage qui a conduit à la perturbation du système d'inspection des bagages. Le ministre a expliqué lors d'une conférence de presse que les services de sécurité poursuivent leurs travaux pour découvrir la source et le type de l'attaque électronique survenue dimanche à l'aéroport de Beyrouth. Il a poursuivi que « certains dégâts se sont produits, mais il a été possible de les limiter, et des travaux sont en cours pour les traiter, et les choses sont revenues à la normale à 80 à 90 % ». Le journal libanais An-Nahar a rapporté que des pirates informatiques avaient réussi à pirater les écrans publicitaires à l'intérieur de l'aéroport, qui affichaient des messages adressés au Hezbollah et à son secrétaire général Hassan Nasrallah, au nom de « Dieu et du peuple », exigeant qu'ils n'impliquent pas le Liban dans une guerre et les accusent de transporter des armes via l'aéroport. Des échanges de bombardements presque quotidiens ont éclaté de l'autre côté de la frontière entre l'armée israélienne, d'une part, et le groupe Hezbollah et les factions armées palestiniennes au Liban, d'autre part, depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, le 7 octobre dernier..

EXPLORATION GAZIÈRE À OMAN

Signature d’un accord de concession

Le ministère de l'Energie d'Oman a signé un accord de concession avec la société libanaise CC EnergyDevelopment (CCED) pour l'exploration pétrolière et gazière dans les zones de concession numéros 38 et 74 dans la province du Dhofar, a annoncé l'agence de presse d'État d'Oman.

La société libanaise réalisera des études géologiques et géophysiques et des relevés sismiques nécessaires aux opérations de prospection et d'exploration pétrolières et gazières. Les deux zones de concession sont situées dans le gouvernorat du Dhofar, Zone No. 38, situé au sud-ouest du gouverneur et s'étend sur environ 17 425 kilomètres carrés, tandis que la zone de concession n° 74 est situé au sud-est et s'étend sur environ 3 064 kilomètres carrés. Le ministre de l'Énergie et des Mines d'Oman, Salem al-Awfi, et le président et directeur du CCCED, MarwanSalloum, ont signé l'accord de concession. Awfi a expliqué que l'accord re-

flète l'engagement du ministère de l'Énergie et des Mines à développer l'exploration et la prospection des ressources pétrolières et gazières à Oman et la confiance dont jouit le Sultanat de la part des investisseurs locaux et internationaux. De plus, l'initiative devrait augmenter la capacité de production du secteur. "En concluant cet accord, nous nous efforçons de renforcer les partenariats actuels et d'en construire de nouveaux dans ce secteur, de maximiser les avantages des ressources pétrolières et gazières et d'employer des technologies durables de pointe dans les opérations d'exploration et de prospection", a-t-il déclaré.

Pour sa part, Salloum a souligné le partenariat de 15 ans de l'entreprise avec le ministère, qui a abouti à nos investissements dans les zones de concession 3 et 4. Il espère que la signature de l'accord pour les zones de concession 38 et 74 contribuera à renforcer les investissements de l'entreprise à Oman au cours des prochaines années. Le directeur général des investissements au ministère de l'Energie d'Oman, Salah al-Dhahab, a espéré que les résultats des relevés géophysiques dans les deux zones seraient concluants pour passer à la phase de forage. Il a souligné que la signature des accords pour les zones de concession 38 et 74 constitue un nouvel

ajout aux zones opérationnelles, et que l'un des objectifs du ministère est d'augmenter les régions d'exploitation du secteur pétrolier et gazier. Le responsable a souligné que ces deux zones seront placées sous l'égide de l'exploration et de la prospection par l'intermédiaire de la société signataire, en espérant qu'elles bénéficieront d'un grand nombre d'opérations de traitement de levés géophysiques. Il a noté que l'une des zones comprendra de nouveaux levés bidimensionnels et que des opérations de forage suivront si les résultats sont concluants.

ARABIE SAOUDITE

Aramcoréduit le prix du brut léger arabe vers l’Asie

L'Arabie saoudite a abaissé le prix de février de son brut phare Arab Light destiné aux clients asiatiques au plus bas niveau en 27 mois, selon un communiqué de la société. La plus grande compagnie pétrolière du monde, SaudiAramco, a réduit le prix de vente officiel (OSP) du chargement Arab Light vers l'Asie en février de 2 dollars le baril par rapport à janvier, à 1,50 dollars le baril par rapport aux cotations d'Oman/Dubaï, un niveau observé pour la dernière fois en novembre 2021. La baisse des prix, la plus importante depuis 13 mois, est conforme aux attentes du marché. Les raffineurs réclamant des prix compétitifs de l'Arabie saoudite par rapport au pétrole brut fourni par d'autres produc-

teurs du Moyen-Orient et aux cargaisons en provenance du bassin atlantique. Aramco a également réduit les prix des autres qualités de brut qu'elle vend à l'Asie de 2 dollars le baril en février par rapport aux mois précédents, selon le communiqué. Pour les autres régions, SaudiAramco a réduit son OSP Arab Light de février vers le nord-ouest de l'Europe de 2 \$ le baril à 0,90 \$ le baril au-dessus de l'ICE Brent. L'OSP d'Arab Light vers les États-Unis a été abaissé de 2 dollars le baril à 5,15 dollars par rapport à l'ASCI en février.

LA PROPORTION DE LA POPULATION DE MOINS DE 15 ANS ATTEINT 41%
L’Irak dépassera les 43 millions d’habitants d’ici fin 2023

L'Irak a annoncé que sa population dépassait les 43 millions d'habitants à la fin de l'année dernière. Le porte-parole du ministère de la Planification, Abdel Zahra Al-Hindawi, a déclaré dans un communiqué que la population de l'Irak à la fin de 2023 atteignait 43,324 millions et que la proportion de la population vivant dans les zones urbaines atteignait 69,9 %, contre 30,1 %. % à la campagne. Le pourcentage de la population âgée de moins de

15 ans a atteint 41%, selon le communiqué de l'agence de presse du monde arabe. Le porte-parole a révélé dans le communiqué que le taux d'inflation dans le pays a diminué au cours de l'année écoulée pour atteindre 4,4% sur une base annuelle, contre 4,9% en 2022 et 6,1% en 2021.En mai de l'année dernière, le gouvernement irakien a annoncé que le recensement général de la population serait reporté au dernier trimestre 2024, affirmant que les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, avant de faire marche arrière et de

le mener à la date prévue à la fin du mois dernier. Le dernier recensement officiel de la population mené par l'Irak remonte à 1997 et excluait les trois gouvernorats de la région du Kurdistan, Erbil, Sulaymania et Dohuk, car ils échappaient au contrôle du régime irakien à l'époque en raison d'une interdiction imposée par le gouvernement irakien et le Conseil de sécurité de l'ONU sur ses mouvements militaires dans le nord du pays à la suite de la rébellion de la région contre le régime de Bagdad.

LA PRODUCTION CHAMP PÉTROLIER DE SHARARA À L’ARRÊT

Les manifestants libyens bloquent les raffineries de pétrole

La Société nationale libyenne du pétrole a déclaré l'état de force majeure dans le champ pétrolier de Sharara en raison des protestations. L'état de force majeure a été appliquée, à compter dimanche, dans les champs qui peuvent produire jusqu'à 300 000 barils de pétrole par jour. La production pétrolière de la Libye s'est arrêtée à plusieurs reprises au cours des dix années de chaos qui ont suivi le soulèvement soutenu par l'OTAN pour renverser Mouammar Kadhafi en 2011. La National Oil Corporation a indiqué dans un communiqué que la fermeture du champ de Sharara a entraîné l'arrêt des approvisionnements en pétrole brut du champ vers le port de Zaouia. Le champ de Sharara, l'un des plus grands champs de Libye, est une cible fréquente de

protestations politiques locales. Le champ est situé dans le bassin de Merzouq, dans le sud-est de la Libye. Il est gérée par la National Oil Corporation à travers Akakus, avec des sociétés espagnoles Repsol, française Total, l'AutrichienOMVet le NorvégienEquinor EQNR. La National Oil Corporation a déclaré que des négociations étaient toujours en cours pour tenter de reprendre la production le plus rapidement possible. Les manifestants de la région du Fezzan, dans le sud du pays, ont fermé la région la semaine dernière lors d'une manifestation réclamant des services publics et des projets de développement.Le ministère libyen du Pétrole et du Gaz a déclaré que les conséquences et les répercussions de la fermeture des installations pétrolières « ont été très graves pour la Libye, et il peut être difficile de quantifier tous les

dommages et dangers que peuvent causer les fermetures actuelles de certains gisements pétroliers en raison de leur abondance et de leur diversité» Le ministère a averti que "les opérations d'arrêt de la production puis de réouverture, ainsi que les opérations de maintenance nécessaires et la résolution des problèmes techniques des équipements et des mécanismes d'extraction, de production et de raffinage du pétrole, tout cela nécessite des efforts considérables et un coût élevé supporté par le Trésor public libyen. » En juillet, des membres de tribus protestataires ont interrompu la production des champs d'El Sharara, d'El Feel et de 108 en raison de l'enlèvement de l'ancien ministre des Finances.

MALGRÉ UNE ENQUÊTE SUR DES MANIPULATIONS PRÉSUMÉES DE DEVISES

Dangote Cement résiste sur la Bourse de Lagos

La valeur des actions de Dangote Cement reste stable, malgré l'enquête sur des manipulations de devises impliquant sa société mère. Aucune accusation formelle n'a été portée et l'entreprise coopère avec les enquêteurs. L'impact de l'enquête reste incertain, mais Dangote Cement affiche une solide performance financière.

La valeur des actions de Dangote Cement, le géant industriel africain dirigé par le milliardaire nigérian Aliko Dangote, est restée stable en ouverture du marché ce lundi 8 janvier 2024, en dépit des récentes annonces d'une enquête concernant des manipulations de devises impliquant sa société mère. Les actions s'échangeaient à 325 nairas (0,36 \$), un niveau inchangé par rapport à la clôture du marché le vendredi 5 janvier 2024. Dans un communiqué publié le dimanche 7 janvier, Dangote Group a affirmé sa coopération totale avec les enquêteurs, tout en soulignant qu'aucune accusation formelle n'avait été portée contre lui. Selon ses dirigeants, les

interactions avec la commission d'enquête sur les crimes financiers ont débuté début décembre 2023, et de nouveaux documents ont été demandés depuis. L'enquête, qui implique également une cinquantaine d'autres entreprises, se concentre principalement sur Godwin Emefiele, l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria. Les autorités de régulation nigérianes, connues pour leur approche rigoureuse, ont par le passé contraint des entreprises telles que le groupe de télécommunications MTN Group et le producteur de tabac British American Tobacco à payer des centaines de millions de dollars d'amendes.

L'impact de l'enquête sur Dangote Group, dans laquelle sont évoquées des manipulations de devises sur une période de dix ans, reste incertain. Cependant, Dangote Cement, qui est l'une des sociétés phares du groupe, est bien positionnée pour faire face à d'éventuelles répercussions. Ses revenus ont affiché une augmentation de 49% pour les neuf premiers mois de 2023 par rapport à la même période l'année précédente. Aussi, elle s'est caractérisée par un rendement de dividende de 6,3%, et la valeur de ses actions semble avoir une marge de progression supplémentaire

ACCESS BANK ZAMBIA

La banque finalise l'acquisition d'Atlas Mara Zambia

Amorcé en octobre 2021, le processus de rachat d'Atlas Mara Zambia par le groupe bancaire nigérian Access Bank a été finalisé en ce début d'année 2024. L'entité rachetée fusionnera avec la filiale en Zambie d'Access Bank pour former une banque robuste, qui figurera parmi les cinq plus grands établissements bancaires locaux, en termes de revenus. Access Bank Zambia, filiale locale

du groupe bancaire nigérian Access Bank Group, a annoncé ce lundi 8 janvier 2024, la finalisation du processus de rachat d'Atlas Mara Zambia, entamé en octobre 2021. L'opération s'est traduite par l'obtention des dernières approbations réglementaires nécessaires dans le cadre de ce processus. Ainsi, Atlas Mara Zambia, qui figure parmi les 5 plus grandes banques de Zambie en termes de

total des actifs, sera désormais une filiale d'Access Bank Zambia. Les deux entités continueront de fonctionner séparément avant de fusionner par la suite pour former l'une des cinq plus grandes banques de Zambie, en termes de revenus. Cette finalisation intervient 10 mois après l'approbation par la Banque centrale de Zambie du processus de rachat d'Atlas Mara Zam-

bia et de sa fusion avec Access Bank. La commission de la concurrence du marché commun de l'Afrique de l'Est et australe et la Banque centrale du Nigeria avaient déjà marqué leur accord au sujet de ce projet de rachat en 2022. Précisons qu'Atlas Mara Zambia est la deuxième banque zambienne rachetée par Access Bank en l'espace de 3 ans, après Cavmont Bank Limited, début 2021.

GUINÉE

Les recettes générées par le secteur extractif ont augmenté de près de 15 % à 630 millions de dollars

La bauxite et l'or sont les principaux produits extractifs de la Guinée et les principales sources de recettes générées par le secteur en 2021. Avec l'entrée en production prévue pour 2025 du projet de fer Simandou, une nouvelle grande source de revenus devrait s'ajouter à ce tandem. En Guinée, le secteur extractif a généré des recettes totales de 6 077,69 milliards de francs guinéens (environ 630,26 millions de dollars) en 2021, ce qui représente une hausse de 14,32 % selon un nouveau rapport d'ITIE paru en décembre dernier. Ce montant comprend les paiements des sociétés extractives ainsi que d'autres revenus encaissés par la SOGUIPAMI et l'ANAIM auprès des sociétés non extractives. L'analyse par Agence Ecofin des données d'ITIE montre que la bauxite reste le plus grand contributeur (58,60 %) même si les recettes géné-

rées par ce sous-secteur sont en baisse. Les paiements de taxes d'extraction et de taxes d'exportation ainsi que des droits de douane des trois principales sociétés SMB, CBG et CDM ont en effet diminué suite à des baisses de performances. Le deuxième plus grand contributeur est l'or (24,56 %), sous-secteur dans lequel les paiements ont augmenté en raison de la hausse de la production et des exportations d'or tant artisanal qu'industriel. Le secteur des sous-traitants miniers a contribué à hauteur de 10,94 % au montant total, devant des filières comme les carrières, les hydrocarbures, le fer, ou le diamant. Selon l'ITIE, la contribution du secteur extractif au PIB était de 18,27 % en 2021. Il a représenté 24,46 % des revenus budgétaires, 91,48 % des exportations (contre 77,82 % en 2020) et 6,70 % des emplois.

SOMALIE

Annnonce d'une loi « annulant » le protocole d'accord entre l'Ethiopie et le Somaliland

Le 1er janvier 2024, l'Ethiopie a signé un accord avec le Somaliland pour faciliter son accès à la mer. Dans un contexte de tensions croissantes dans la région, la Somalie qui revendique ce territoire a dénoncé un acte « illégal ». La Somalie va mettre en place une loi pour contrer le protocole d'accord signé entre l'Ethiopie et le Somaliland portant sur l'accès au port de Berbera. L'annonce a été faite le samedi 6 janvier 2024, par le président somalien Hassan

Sheikh Mohamud (photo), sur le réseau social X. « Ce soir, j'ai signé la loi annulant le protocole d'accord illégal entre le gouvernement de l'Ethiopie et du Somaliland » a déclaré le dirigeant, sans donner plus de détails sur le contenu ou la portée de cette loi. L'accord signé entre l'Ethiopie et le Somaliland vise à permettre au pays des négus, privé de façade maritime, de capitaliser sur sa proximité avec le Somaliland pour développer un nouveau corridor d'échange avec le reste

du monde et réduire sa dépendance au port de Djibouti. Cependant, plusieurs sources indiquent que cet accord impliquera également la reconnaissance par l'Ethiopie du Somaliland qui, depuis l'auto-proclamation de son indépendance en 1991, n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale. « Avec le soutien de nos législateurs et de notre peuple, cette loi est une illustration de notre engagement à sauvegarder notre unité, notre souverai-

neté et notre intégrité territoriale conformément au droit international », a souligné Hassan Sheikh Mohamud, pour qui l'accord entre l'Ethiopie et le Somaliland est illégal. Pour l'heure, les autorités éthiopiennes indiquent que cet accord ne transgresse aucune loi. Ce lundi, le Parlement du Somaliland a voté une loi rejetant « l'ingérence de la Somalie », réaffirmant le droit du territoire à conclure des accords de droit international avec d'autres pays.

AFRIQUE DE L'OUEST

Les Etats-Unis envisagent d'installer des bases de drones militaires dans trois pays côtiers

Les drones de reconnaissance devraient permettre aux forces américaines d'effectuer une surveillance aérienne des mouvements des djihadistes le long de la côte ouest-africaine et de fournir des conseils tactiques aux troupes locales pendant les opérations de combat. Les Etats-Unis envisagent d'établir des bases de drones militaires dans trois pays côtiers d'Afrique de l'Ouest pour prévenir une extension des activités des groupes djihadistes Al-Qaïda et de l'Etat Islamique dans la sous-région, a rapporté le quotidien américain The Wall Street Journal le mercredi 3 janvier 2024, citant des responsables américains et africains. Washington mène actuellement des discussions préliminaires pour permettre à des drones de reconnaissance non armés américains d'utiliser les aérodromes du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Bénin, trois pays relativement stables et prospères, mais qui sont aujourd'hui menacés par des groupes djihadistes qui déferlent vers le sud depuis le Mali, le Burkina Faso et le Niger, a-t-on précisé de même source. Ces drones de reconnaissance devraient permettre aux forces américaines d'effectuer « une surveillance aérienne des mouvements des djihadistes le long de la côte ouest-africaine » et de « fournir des conseils tactiques aux troupes locales pendant les opérations de combat ». Selon certains experts, le déploiement de drones militaires américains en Afrique de l'Ouest viserait également à contrer l'influence russe grandissante dans la région où plusieurs pays sont tombés sous la coupe de gouvernements militaires proches de Moscou à la suite de coups d'Etat. Le dernier en date a eu lieu le 26 juillet 2023 au Niger. Des militaires ont également pris le pouvoir au Mali, au Burkina Faso et en Guinée. Citant des diplomates européens, le journal allemand Die Welt am Sonntag avait révélé, fin août 2023, que l'Union européenne (UE) prévoyait de déployer une nouvelle mission militaire au Ghana, au Togo, au Bénin et en Côte d'Ivoire pour lutter contre l'activisme violent des groupes djihadistes dans le Golfe de Guinée.

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei finit à un nouveau plus haut depuis 1990

La Bourse de Tokyo a nettement avancé mardi, portée par le secteur technologique dans la foulée des gains robustes du Nasdaq la veille à New York, l'indice Nikkei atteignant au passage un nouveau plus haut en clôture en 34 ans.

L'indice des 225 principales valeurs japonaises a gagné 1,16% pour finir à 33.763,18 points, un nouveau niveau record en clôture depuis mars 1990. Il a aussi frôlé en séance la barre symbolique des 34.000 points. L'indice élargi Topix a lui pris 0,82% à 2413,09 points. Les gains du Nikkei avaient déjà été spectaculaires en 2023, l'indice vedette s'étant apprécié de 28% sur l'ensemble de l'année écoulée, sa meilleure performance annuelle depuis dix ans, grâce notamment à la faiblesse du yen et à un retour en grâce du marché nippon auprès d'investisseurs étrangers en quête d'alternatives à la Chine. Mardi, la Bourse de Tokyo a profité des gains à Wall Street la veille grâce aux valeurs technologiques américaines, qui ont entraîné dans leur sillage les valeurs japonaises du même secteur. L'indice Nasdaq à New York a progressé lundi de 2,2%, avec une mention spéciale pour le titre Nvidia, star du bouillonnant

secteur de l'intelligence artificielle (IA), qui a bondi de plus de 6,4%. La tech japonaise dans l'élan du Nasdaq. Softbank Group, qui aspire à devenir un futur grand de l'IA comme Nvidia, a gagné 2,66% et Sony 1,29%. Dans l'industrie des semi-conducteurs, Advantest - un fournisseur de Nvidia - a décollé de 6% et Tokyo Electron de 3,27%.

Fournisseurs de Boeing affectés
Honda (-0,81%) n'a pas profité d'informations du quotidien économique Nikkei ce week-end selon lesquelles le numéro deux japonais de l'automobile envisage un investissement géant de près de 14 milliards de dollars au Canada pour y implanter une usine de voitures et batteries électriques. Des fournisseurs japonais de Boeing ont souffert de l'immobilisation de tous les avions 737 MAX 9 de l'avionneur américain dans le monde après qu'un appareil

de ce type de la compagnie Alaska Airlines a perdu une porte en plein vol vendredi dernier, un incident qui n'a miraculeusement pas fait de victime mais qui replonge Boeing dans de fortes turbulences. L'action du sous-traitant aéronautique Jamco a lâché 1,27% et le géant nippon des fibres de carbone Toray a cédé 0,72%.

Le yen reste bas
La monnaie japonaise s'appréciait un peu mais restait faible : le dollar se négociait pour 143,97 yens vers 06h20 GMT contre

144,23 yens lundi à 21h00 GMT. L'euro valait 157,71 yens, contre 157,94 yens la veille. La monnaie européenne était quasiment stable par rapport au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0954 dollar contre 1,0950 dollar lundi à 21h00 GMT. Sur le marché du pétrole, le prix du baril de WTI américain perdait 0,35% à 70,52 dollars vers 06h15 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,16% à 76,00 dollars.

FRANCE

La Bourse de Paris attendue en hausse

La Bourse de Paris est attendue en hausse à l'ouverture mardi, dans le sillage des gains à Wall Street la veille, et se place en position d'attente avant la publication de chiffres d'inflation importants aux États-Unis jeudi. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 avançait de 0,27% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Lundi, il avait fini en hausse de 0,40%, terminant à 7420,24 points. «La clôture en hausse des marchés américains hier soir semble faire effet sur les marchés européens aujourd'hui, le début de séance devrait être prometteur», estime Michael Hewson, analyste de CMC Markets. Outre-Atlantique, les indices boursiers ont été portés par «la baisse du taux d'intérêt de l'emprunt à 10 ans des États-Unis qui s'est éloigné de ses sommets de la semaine dernière dans l'attente des chiffres de l'inflation américaine» qui

seront publiés jeudi, poursuit l'analyste. Dans le détail, l'indice Dow Jones a gagné 0,58%, l'indice élargi S&P 500 a progressé de 1,41% et le Nasdaq, où sont concentrées les valeurs technologiques, a grimpé de 2,20%. Mardi, l'agenda de la séance réserve peu de grands rendez-vous macroéconomiques. Seuls sont attendus les chiffres du chômage en zone euro en novembre ainsi que des données de production industrielle en Allemagne pour le mois de novembre. «Les chiffres du chômage pour le mois de novembre devraient montrer que le taux de chômage est resté stable à 6,5%», détaille Michael Hewson.

Parmi les valeurs à suivre
Trigano : le constructeur de véhicules de loisirs a publié un chiffre d'affaires en hausse de 19,1% à l'issue de son premier trimestre décalé 2023/2024 et envisage

«une croissance de ses ventes au cours des prochains mois», expliquant que sa clientèle est «généralement peu sensible aux ralentissements de l'économie», selon un communiqué publié mardi. Casino : la Commission européenne a autorisé la reprise du distributeur Casino par un consortium mené par le milliardaire Daniel Kretinsky, donnant son feu vert sur les questions de concurrence, mais la situation continue d'inquiéter les salariés qui ont déposé un nouveau préavis de grève jusqu'au 5 février. ArcelorMittal : les négociations entre Rome et ArcelorMittal visant à maintenir et à relancer l'activité de l'aciérie ex-Ilva, en grande difficulté financière, ont échoué lundi en raison du refus du géant sidérurgique de prendre des engagements financiers, a annoncé le gouvernement italien.

CAC40

Repli anecdotique, l'attentisme toujours de vigueur

La bourse de Paris cède près de 0,1% ce matin, autour des 7440 points, notamment pénalisée par Teleperformance (-3,9%) et STMicro (-2,3%). Les investisseurs restent dans l'attente des chiffres de l'inflation aux États-Unis (jeudi), tandis qu'approche aussi la saison des résultats trimestriels outre-Atlantique. C'est une nouvelle séance attentiste qui nous attend en Bourse avant une fin de semaine qui s'annonce plus mouvementée, pronostique Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Il faut s'attendre à ce que l'aversion au risque connaisse un petit sursaut en fin de semaine, prophétise-t-il, tout en rappelant que seule la prochaine réunion de la Réserve Fédérale permettra d'apporter un peu de visibilité sur l'évolution de la politique monétaire. Seuls des indicateurs économiques de second plan (production industrielle allemande, chômage en zone euro, balance commerciale américaine) figurent à l'agenda du jour. Notons qu'après sa chute spectaculaire la veille, le pétrole repart à la hausse, avec un Brent à 77,2\$ le baril (+1,2%).

Sur le compartiment obligataire, le rendement des T-Bonds US reste au-dessus du seuil critique des 4%. En Europe, son équivalent allemand remonte à 2,18%. Dans l'actualité des sociétés, Dassault Aviation annonce que la dernière tranche de 18 Rafale pour l'Indonésie est entrée en vigueur, venant ainsi compléter le nombre d'avions en commande pour ce pays dans le cadre du contrat signé en février 2022 pour l'acquisition de 42 Rafale. Trigano affiche un chiffre d'affaires du premier trimestre 2023-24 (clos fin novembre 2023) de 931,6 millions d'euros, en croissance de 19,1%, des ventes soutenues par la bonne dynamique de son activité camping-cars (+26,8%). Engie fait part de l'acquisition de 51% de la participation que Mirova, filiale de Natixis Investment Managers dédiée à l'investissement durable, détenait jusqu'à présent dans le projet éolien Goya, en Espagne. Enfin, Airbus fait savoir que le taiwanais EVA Air a finalisé une commande ferme d'achat de 18 appareils A350-1000 long-courrier et de 15 appareils A321neo monocouloirs.

POINT-MARCHES

L'Europe ouvre en ordre dispersé avant l'inflation US

Les marchés européens ont ouvert mitigés mardi, dans un contexte attentiste avant la publication de l'inflation CPI aux États-Unis jeudi. À Paris, le CAC 40 cherche une direction et se maintient à 7.444,08 points vers 08h18 GMT. À Francfort, le Dax est hésitant, contre une hausse de 0,11% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,11%, l'EuroStoxx 50 perd 0,18% et le Stoxx 600 ne montre pas de direction nette%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, le Dow Jones cédant 0,25%, contre 0,22% pour le Standard & Poor's 500 et 0,29% pour le Nasdaq. L'inflation CPI aux États-Unis pour décembre, le principal indicateur de la semaine, sera publiée jeudi et est attendue en hausse de 0,2% sur un mois et 3,2% sur un an, selon les économistes interrogés par Reuters,

après respectivement 0,1% et 3,1% le mois précédent. Une surprise à la hausse pourrait néanmoins inquiéter les marchés, qui parient que la Réserve fédérale en a terminé avec les hausses de taux. Les investisseurs attendront mardi le chômage en zone euro pour 10h00 GMT, alors que la force des marchés du travail a été l'un des principaux facteurs d'inflation dans le bloc. Aux valeurs, Nexans avance de 3,86% après que Berenberg a entamé le suivi de la valeur et recommande "achat". STMicroelectronics parmi les plus mauvaises performances du CAC 40, est en repli de 1,72%, l'avertissement de Samsung sur une baisse de son chiffre d'affaire pesant sur les valeurs de la tech.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Janvier 2024					
Valeur : 10 Janvier 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3593	134.3743
1	EUR	EURO		146.8682	146.9383
1	GBP	POUND STERLING		170.5933	170.6124
100	JPY	JAPANESE YEN		92.9372	92.9540
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7577	18.7624
1	CHF	SWISS FRANC		157.8469	157.9388
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.3505	100.3917
1	DKK	DANISH KRONE		19.6915	19.6958
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0348	13.0401
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9515	12.9567
1	AED	UAE DIRHAM		36.5773	36.5923
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8253	35.8312
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.7988	436.9896
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1664	43.6002
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5077	13.5092
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9188	28.0619
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.5376	3.5380
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.3092	179.3092

CHINE

Xi Jinping promet d’être intraitable dans sa lutte contre la corruption

Le président chinois Xi Jinping a promis d'intensifier la répression de la corruption dans des secteurs clés, notamment la finance, l'énergie et les infrastructures, ont rapporté les médias d'Etat dans la nuit de lundi à mardi.

Le sort de Xu Wenrong, ancien directeur général de CNPC, une compagnie publique du domaine de l'énergie, semble scellé. L'homme a été arrêté lundi en Chine pour corruption présumée. Il fait l'objet d'une enquête pour avoir « accepté d'énormes sommes d'argent » a dénoncé samedi l'agence anti-corruption du Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir. Les personnes placées sous enquête finissent en général par être condamnées. Xu Wenrong a d'ailleurs déjà été exclu du parti communiste. Le même jour, l'agence de lutte contre la corruption a annoncé l'ouverture d'une enquête concernant un ancien haut responsable du bureau de gestion du monopole d'Etat du

tabac. Et, fin décembre, un ancien vice-président de l'organe de régulation bancaire du pays a été condamné à la prison à vie.

Xi Jinping ordonne un redoublement des efforts dans la lutte contre la corruption
Et, visiblement, d'autres arrestations sont à prévoir. Dans un discours prononcé devant l'agence anti-corruption du Parti communiste chinois au pouvoir, Xi Jinping, le président, a ordonné que les efforts soient « redoublés » pour lutter contre la corruption dans les secteurs de « la finance, (des) entreprises publiques, (de) l'énergie, (de) la médecine et (des) infrastructures », a rapporté l'agence de presse

officielle Chine Nouvelle. « Une victoire écrasante a été remportée dans la lutte contre la corruption, avec des gains entièrement consolidés au cours des dix dernières années », a déclaré le chef de l'Etat. Mais « la situation reste grave et complexe », a-t-il averti. « Nous devons être pleinement conscients des nouveaux développements dans la lutte contre la corruption, ainsi que des terreaux et des conditions propices à la corruption ».

4,8 millions de responsables du parti en Chine ont fait l'objet d'une enquête depuis 2012
Xi Jinping, mène depuis son arrivée au pouvoir en 2012 une campagne féroce contre la corruption, une pra-

tique auparavant courante. Les partisans de cette politique affirment qu'elle promeut une gouvernance propre, quand ses détracteurs estiment qu'elle permet au président de se débarrasser de ses opposants politiques. Environ 4,8 millions de responsables du parti en Chine ont fait l'objet d'une enquête depuis 2012, selon les derniers chiffres officiels de juin 2022. Plus de 1,5 million d'entre eux ont été sanctionnés, notamment par de longues peines d'emprisonnement ou une expulsion du parti. Au cours des derniers mois, la campagne anti-corruption s'est focalisée sur des secteurs tels que la banque, l'assurance, les entreprises soutenues par l'Etat et le sport.

FRANCE

Elisabeth Borne démissionne, Gabriel Attal favori pour Matignon

Après plus d'un an à la tête du gouvernement, Elisabeth Borne a rendu sa démission à Emmanuel Macron en jugeant qu'il était « plus que jamais nécessaire de poursuivre les réformes ». L'annonce est intervenue après qu'Elisabeth Borne s'est entretenue cet après-midi à l'Elysée avec Emmanuel Macron, alors que le ministre de l'Education Gabriel Attal paraît le mieux placé pour lui succéder à Matignon, selon l'AFP, citant des sources proches de l'exécutif. Dans un message sur X, Emmanuel Macron a remercié la cheffe du gouvernement « de tout coeur » pour son travail « exemplaire » au « service de la Nation ». Elisabeth Borne et son équipe assureront les affaires courantes jusqu'à la nomination du nouveau gouvernement. Elisabeth Borne, qui a dû affronter près d'une trentaine de motions de censure et a recouru 23 fois à l'article 49.3 de la Constitution, se félicite également d'avoir fait adopter « dans des conditions inédites au Parlement, les textes financiers, dont la réforme des retraites, la loi relative à l'immigration, et plus de cinquante lois qui répondent aux défis de notre pays et aux préoccupations des Français ». « Hors textes financiers, nous avons su bâtir des majorités de projet dans l'esprit de dépassement de votre élection en 2017 », souligne Elisabeth Borne qui a dû composer durant vingt mois avec une majorité relative à l'Assemblée issue des législatives de juin 2022. Elle s'est aussi dite « fière que la France soit désormais dotée d'une planification écologique complète et robuste », présentée en septembre dernier. Le sort d'Elisabeth Borne était en suspens ces derniers jours, beaucoup de proches d'Emmanuel Macron misant sur un vaste chamboule-tout gouvernemental avec son propre départ.

Le nom du jeune ministre de l'Education nationale Gabriel Attal est remonté lundi dans les pronostics de la macronie pour lui succéder à Matignon. Il devrait être chargé de former le prochain gouvernement, a indiqué un proche de l'exécutif. A 34 ans, il deviendrait le plus jeune Premier ministre de la Ve République, battant le record du socialiste Laurent Fabius nommé à 37 ans en 1984. Jusque-là, tous décrivaient une course à deux : Julien Denormandie, 43 ans, mar- cheur de la première heure et quasiment ombre portée du chef de l'Etat depuis dix ans; et Sébastien Lecornu, 37 ans, actuel ministre des Armées issu de la droite, qui s'est au fil des années taillé une place dans le cercle des conseillers politiques du président. Si la jeunesse de Gabriel Attal et sa récente nomination à l'Education nationale, où il est arrivé en juillet et a lancé de vastes chantiers à concrétiser, étaient invoquées ces derniers jours par plusieurs conseillers pour écarter l'hypothèse de sa nomination, les mêmes arguments justifient aujourd'hui sa possible promotion. « La jeunesse, la cote dans l'opinion et la capacité réelle ou supposée à conduire la campagne gouvernementale des européennes ont fait la différence », croit savoir la source proche de l'exécutif, en référence au scrutin de juin pour lequel le camp présidentiel est pour l'instant distancé dans les sondages par le Rassemblement national. « Il est populaire, jeune, et c'est quelqu'un créé de toutes pièces par Macron », abonde aussi une ministre, tout en précisant ne pas avoir confirmation du choix du président. Par rapport à Julien Denormandie et Sébastien Lecornu, peu connus du grand public, Gabriel Attal affiche un profil plus politique. Sa cote de popularité est montée rapide-

ment ces derniers mois, jusqu'à en faire une des personnalités politiques préférées des Français. De quoi offrir enfin à Emmanuel Macron l'élan que son second quinquennat n'a jamais trouvé, privé qu'il est depuis sa réélection en 2022 de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Camp présidentiel malmené
Le choix du Premier ministre est loin d'être neutre pour maintenir l'équilibre précaire du camp présidentiel, mis à mal dernièrement par les divisions sur loi immigration. Si le patron des députés Renaissance, Sylvain Maillard, a assuré sur LCI que ses troupes « travailleront en toute loyauté » avec le prochain Premier ministre, d'autres redoutent un coup de barre à droite. Comme la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher, attachée au « dépassement » des clivages traditionnels, promesse du macronisme initial, qui a estimé sur franceinfo que « sortir l'aile gauche de la majorité, ce serait faire le jeu des oppositions ». Allié de poids du chef de l'Etat, le patron du MoDem François Bayrou avait montré des réticences à une nomination de Sébastien Lecornu selon lui en contradiction avec cette idée d'un dépassement du clivage droite-gauche. A cet égard, une nomination de Gabriel Attal, également macroniste de la première heure, offrirait des garanties aux tenants de l'aile gauche de la majorité. Emmanuel Macron compte inscrire ces mouvements dans une séquence plus large, ouverte depuis ses vœux du 31 décembre, qui doit se prolonger par un énigmatique « rendez-vous avec la nation » courant janvier.

CORÉE DU SUD

Un texte interdisant le commerce de viande de chien adopté par le Parlement

Le Parlement sud-coréen a adopté mardi un projet de loi interdisant le commerce de viande de chien, une pratique traditionnelle que des militants qualifient depuis longtemps de honte pour le pays. L'Assemblée nationale sud-coréenne a voté en faveur du texte (208 voix pour, 0 contre) qui entrera en vigueur après une période de grâce de trois ans. L'élevage, la vente et l'abattage de chiens à des fins de consommation seront passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 30 millions de wons (20.800 euros). Des militants ont salué l'adoption du texte, comme JungAh Chae, directrice exécutive de l'organisation Humane Society International/Korea : « Aujourd'hui, nos législateurs ont agi de manière décisive pour faire de cela une réalité ». « Je suis ravie que la Corée du Sud puisse désormais clore ce chapitre misérable de notre histoire et s'ouvrir à un avenir » qui respectera les chiens, a-t-elle ajouté. La viande de chien fait depuis longtemps partie de la cuisine sud-coréenne et jusqu'à un million de chiens y auraient été autrefois tués chaque année pour l'alimentation, mais la consommation en a fortement diminué ces dernières années, les Coréens étant de plus en plus nombreux à adopter des animaux de compa- gnie.

TRACTEURS À BERLIN, ROUTES BLOQUÉES, GRÈVES

L'Allemagne face à des mouvements sociaux de grande ampleur

C'est une semaine sous haute tension qui s'ouvre en Allemagne, marquée par la mobilisation des agriculteurs, des chauffeurs routiers et des conducteurs de train. Des tracteurs en plein cœur de Berlin ou à l'entrée des autoroutes dans toutes les régions d'Allemagne. Ces scènes improbables observées outre-Rhin témoignent des fortes tensions sociales que connaît le pays en ce début d'année. Agriculteurs, conducteurs de train et chauffeurs routiers multiplient en effet les manifestations, les mouvements de grève et les blocages cette semaine en Allemagne. "Il ne faut jamais oublier que ce sont nous les agriculteurs qui produisons la nourriture", peut-on lire sur une pancarte brandie par un manifestant ce lundi 8 janvier, à Ludwigsburg, dans le sud de l'Allemagne. Après la présentation d'un projet de loi prévoyant une suppression des subventions de diesel dans le secteur, les agriculteurs veulent maintenir la

pression sur le gouvernement. Et ce, malgré le rétropédalage partiel de l'exécutif allemand la semaine dernière, jugé insuffisant par les exploitants. Résultat: dès ce lundi, des convois entiers de tracteurs sont envoyés pour bloquer plusieurs entrées d'autoroutes dans tout le pays, à l'appel de l'Union des agriculteurs allemands (DBV).

Des perturbations importantes sur le trafic routier
Les chauffeurs routiers et les sociétés de transports se sont aussi greffés à cette mobilisation généralisée. La fédération des transports ayant appelé à y prendre part, comme le rapporte le journal La Croix ce lundi. En ce début de matinée, les autorités ont signalé de fortes perturbations sur le trafic routier dans presque toutes les régions allemandes, du Bade-Wurtemberg et la Bavière au sud, en passant par le land le plus peuplé d'Allemagne, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie jusqu'au nord du pays.

En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, l'ensemble des entrées d'autoroutes étaient bloquées, a indiqué la police de Rostock (nord-est).

Des tracteurs au cœur de Berlin, Hambourg et Brême
Les premiers convois de tracteurs sont entrés dans les métropoles de Hambourg et Brême, au nord, paralysant en partie le trafic. À Cologne (ouest) la police locale a fait état d'un rassemblement "nettement" plus important que prévu. Quelque 500 tracteurs sont arrivés en ville, contre 120 annoncés par les agriculteurs. À Berlin, les tracteurs ont pris position au cœur de la capitale, près de la porte de Brandebourg. La colère des agriculteurs s'était enflammée à la suite de la décision du gouvernement de réduire des subventions au secteur en raison d'un rappel à l'ordre des juges constitutionnels portant sur les strictes règles budgétaires de l'Allemagne.

NOUVEAUTÉS 2024 - SUV FAMILIAUX

Voici l’heure du renouvellement pour les Audi Q5, Hyundai Santa Fe, Skoda Kodiaq...

Les grands SUV se renouvellent et les nouvelles générations des Audi Q5, Hyundai Santa Fe, Skoda Kodiaq, Toyota Land Cruiser changent de style et en profitent pour moderniser leurs équipements. Ces modèles côtoient de nouveaux venus qui sont entièrement électrifiés et qui se nomment BydSeal U et Cadillac Lyriq.

Skoda Kodiaq

La tradition a du bon et chez Skoda on sait la cultiver avec le nouveau Skoda Kodiaq qui dispose de deux moteurs diesels, de deux blocs essence et d’une motorisation (essence) hybride rechargeable de 204 ch. Il n’y a pas de version 100 % électrique pour ce modèle puisqu’un Skoda Vision 7S (du nom du concept-car) est en préparation. Toujours à sept places, le Skoda Kodiaq offre des places arrière (en deuxième rangée) dignes d’une limousine et un coffre de 900 litres en cinq places et 340 litres (ce qui est loin d’être ridicule) lorsqu’il est en sept places. Affichant un profil de faux coupé, le Skoda Kodiaq reçoit un capot strié façon Skoda Enyaq et un bandeau lumineux reliant les feux arrière pour être à la mode.

Hyundai Santa Fe

Toujours aussi familial, le nouveau Hyundai Santa Fe peut transporter sept personnes dans un environnement confortable et spacieux. Hyundai a repris la base et les motorisations du modèle actuel en le dotant d’un design entièrement nouveau qui s’inspire de celui d’un Land Rover et donne au modèle coréen un aspect robuste. Plus long de 5 centimètres (4,83 m), le nouveau Hyundai Santa Fe est disponible en deux versions : hybride classique de 230 ch (deux roues motrices) et hybride rechargeable de 265 ch (quatre roues motrices).

Toyota Land Cruiser

Le Toyota Land Cruiser change de génération et adopte un nouveau design trapu inspiré des années « 70 ». Ceci est particu-



lièrement vrai avec la série limitée First Edition (3 000 exemplaires pour l’Europe) qui se dote de projecteurs ronds classiques et de deux peintures bi-ton exclusives (Jaune Sable et Gris Graphite). Disponible en cinq et sept places, le Toyota Land Cruiser qui s’équipe de la nouvelle plateforme GA-F à la rigidité améliorée affiche 4,92 mètres de long et un empattement de 2,85 mètres garant d’une bonne habitabilité. Il est équipé au lancement d’un bloc diesel 2.8 de 204 ch qui recevra, mais pas avant 2025, un système d’hybridation 48 volts.

BydSeal U

Encore peu connue chez nous, la marque chinoise BYD (BuildYour Dreams) dépasse les ventes de Tesla sur le marché mondial de la voiture électrique. Déjà cinq véhicules de la marque chinoise sont commercialisés chez nous (les berlines Dolphin, Seal et Han et les SUV Atto 3 et Tang) et un sixième modèle arrive, le BydSeal U, un

SUV de 4,79 m de long. Ce SUV électrique devrait être disponible en version deux roues motrices de 230 ch et quatre roues motrices de 530 ch Ce modèle à cinq places produit en Chine ne bénéficiera pas d’un bonus, mais Byd s’apprête à contourner cette interdiction en construisant sa propre usine en Europe, en Hongrie.

Audi Q5

Audi travaille activement sur l’électrification de sa gamme et prépare l’Audi Q6 e-tron pour cela. La marque d’Ingolstadt n’en oublie pas pour autant les modèles thermiques qui ont contribué à son succès et c’est pourquoi elle s’apprête à renouveler son Audi Q5. Ce nouvel Audi Q5, qui poursuit encore ses essais de mise au point, disposera donc comme aujourd’hui de motorisations essence, diesels et hybrides rechargeables. Ces dernières verront leur autonomie en mode électrique revue à la hausse afin de baisser (à condition qu’on

les recharge souvent) leurs rejets de CO2.

Toyota Hilux

Le célèbre pick-up Toyota passe par la case hybridation. Le Toyota Hilux s’offre un système d’hybridation 48 volts associé à son bloc diesel de 2.8 litres de cylindrée, un moteur-générateur entraîné par une courroie charge à la décélération, une batterie 48 V au lithium. De plus, le moteur qui développe une puissance de 204 ch est compatible avec le gazole HVO100, un carburant non fossile fabriqué à partir de sources 100 % renouvelables. Le Toyota Hilux 2.8 Diesel 48 V est disponible uniquement en format double cabine.

Cadillac Lyriq

La marque américaine de voiture de luxe Cadillac revient en Europe (en commençant par la Suisse) avec des modèles électriques dont ce somptueux Cadillac Lyriq. Ce Cadillac Lyriq repose sur la plateforme modulaire Ultium qui est spécialement conçue pour les modèles « zéro émission ». Le SUV premium est proposé en deux roues motrices (propulsion) avec un électromoteur de 347 ch ou en version quatre roues motrices de 547 ch. Grâce à une imposante batterie de 102 kWh, l’autonomie annoncée est de l’ordre de 500 km pour les deux versions. Long de 5 mètres, ce modèle affiche la nouvelle identité très moderne de la gamme et se dote des derniers perfectionnements de la technique avec une gigantesque dalle numérique de 33 pouces (84 cm) qui fait face au conducteur.

RENAULT 4

Toutes les tentatives de retour dans la gamme qui n’ont jamais abouti

En 2025, une Renault 4 électrique sera de retour dans la gamme, mais le remplacement de la 4L ne date pas d’hier. VBG, Neutral ou encore Express 4 en témoignent. Au Mondial de l’Auto, à Paris à l’automne 2022, le prototype Renault 4Ever Trophy E-Tech annonçait clairement le retour dans la gamme de la célèbre 4L en mode électrique. La version de série sera dévoilée dans le courant de l’année 2024 puis viendra en renfort dans la gamme – au-dessus de la R5 – en 2025. Pour mémoire, la Renault 4 originelle fit carrière de 1961 à 1992 sur le marché français mais fit durer le plaisir jusqu’en 1994 en Espagne et même 1995 au Maroc. Une longue carrière couronnée par une production de 8 135 424 unités écoulées. Une véritable succès-story qui fit cogiter les ingénieurs et les designers de la régie au remplacement du modèle. Parmi les nombreuses tentatives voici les plus abouties.

VBG : coup double pour remplacer la R4 et la R6

Commençons par le projet baptisé VBG (acronyme de Véhicule Bas de Gamme), un programme développé entre 1975 et 1986 dont le but est le remplacement à la fois de la R4 et de la R6. Un vaste programme qui a abouti à plusieurs maquettes et prototypes différents d’un petit véhicule bon marché. En 1982, le projet VBG connu une seconde phase avec notamment une proposition signée Marcello Gandini voir photo ci-dessous. L’italien est l’auteur des lignes de la Renault Supercinq qui entrera en scène en septembre 1984. L’arrêt du projet VBG pour des raisons économiques n’est pas une bonne nouvelle pour l’usine Renault de Boulogne Billancourt, le



DES PROJETS DE REMPLACEMENT

site historique implanté sur l’île Seguin. En effet, au milieu des années 1980, la Renault 4 qui a déjà plus de 20 ans dans les pattes baisse sa cadence de production. Il faut penser à la relève, la survie du site industriel en dépend. Le projet Neutral (anagramme de Renault) est donc développé en interne avec le syndicat CGT. La base technique reste celle de la R4 tandis que la mécanique est empruntée à la Renault 5. Mais à l’automne 1986, la direction de la marque ne valide pas le projet.image

Quand la Renault Express se transforme en 4L

Parmi toutes les directions envisagées, la plus réaliste sur le plan industriel fut sans doute celle dérivant de la fourgonnette Renault Express. Baptisée "Renault 4 Express", l’auto se singularise par une silhouette asymétrique avec une seule porte côté conducteur – ce qui lui donne de faux-airs de Fiat Panda - et deux côté passager comme l’a repris plus récemment le Hyundai Veloster. Les ouvrants étant repris de la Supercinq. Les nombreux éléments en plastique gris témoignent de l’aspect utilitaire du véhicule mais cela fait aussi penser à la Renault Rodeo la version loisirs concurrente de la Citroën Méhari. La calandre de la Renault 4 Express n’est autre que celle de l’Express avec une partie centrale remaniée dépourvue de losange, l’emblème cédant sa place à un lettrage Renault. La poupe de l’auto est caractérisée par un hayon dont le seuil est très bas à l’instar de celui de la 4L originelle.

OPEL CORSA

La plus vendue de son segment en Allemagne et au Royaume-Uni

L’Opel Corsa a été le numéro un des ventes du segment B en Allemagne en 2023. Idem au Royaume-Uni où elle fait carrière sous la marque Vauxhall. Sur le marché automobile Allemand, l’Opel Corsa a été, en 2023, le véhicule du segment B le plus vendu pour la troisième année consécutive. Avec un total de près de 54 000 nouvelles immatriculations, la berline citadine de la firme de Rüsselsheim qui est produite en Espagne – depuis les débuts du modèle, en 1982 - sur le site industriel de Saragosse a pris la première place de son segment. Cela représente une augmentation d’environ 7 % par rapport à 2022. Le constructeur indique que les immatriculations de la Corsa ont atteint leur plus haut niveau depuis 2016. Par ailleurs, outre-Rhin, une Opel Corsa écoulée sur quatre est un modèle 100% électrique.Comparativement, sur le marché français, en 2023, l’Opel Corsa fini à la 7e place du segment B sur lequel elle a séduit 19 602 clients. Score qui représente une hausse de 32 % en thermique et de 65% en électrique, performance qui s’explique, en partie, par le passage par la case restylage en mai 2023. En France, l’Opel Corsa électrique représente une vente sur cinq.Au Royaume-Uni, où elle fait carrière sous la marque locale, Vauxhall, la Corsa est très populaire. Outre-Manche, elle demeure la « supermini » la plus vendue pour la troisième année consécutive avec 40 816 unités écoulées. La Vauxhall Corsa dépasse de plus de 55 % la deuxième du segment. Au classement général, la Corsa est la troisième voiture la plus vendue dans le pays, tandis qu’en France, sur le même critère, elle pointe à la 25 place. Depuis son lancement en 1982, la Corsa s’est vendue à plus de 14,5 millions d’exemplaires dans le monde.

CES 2024

JBL annonce trois nouvelles enceintes portables compatibles Auracast

Xtreme 4, Clip 5 et Go 4 sont les noms des nouvelles enceintes portables de JBL, les premières de leur catalogue compatibles avec la technologie de partage d'audio en broadcast.

Continuer à innover, c'est le maître mot du monde de la tech. JBL le sait et c'est dans cette optique que la marque américaine a annoncé ses trois nouvelles enceintes, toutes compatibles Auracast.

Une enceinte boostée à l'IA, c'est la JBL Xtreme 4

S'il y a bien un mot sur toutes les lèvres durant le CES 2024, c'est l'IA. L'intelligence artificielle, bien que présente dans le monde de la tech depuis des années, connaît depuis quelques mois une croissance exemplaire et un intérêt de plus en plus accru du côté du grand public.

C'est sans doute dans ce sens qu'a été développée la Xtreme 4, l'une des nouvelles enceintes de JBL. Accompagnée de sa technologie AI Sound Boost, elle se permet d'analyser l'audio en temps réel grâce à un algorithme pensé pour optimiser le niveau de sortie, assurant un son moins déformé et plus puissant selon la marque.

En plus de ces calculs en temps réel, la Xtreme 4 est équipée de deux woofers, deux hauts-parleurs puissants ainsi qu'un double radiateur passif. Côté autonomie, JBL promet pas moins de 24 heures avec en prime la possibilité d'utiliser la batterie de l'enceinte pour recharger votre smartphone, par

exemple.

Pour le reste, nous avons droit à du Bluetooth 5.3 LE (LowEnergy) et, comme souvent chez JBL, une certification IP67 (étanchéité poussière et eau). Mais la grande nouveauté, c'est sa compatibilité Auracast.

Trois enceintes compatibles Auracast

Pour faire simple, la technologie Auracast permet de partager l'audio en "broadcast" ; entendez par là qu'il est possible de partager la même source audio sur plusieurs en-

ceintes en même temps, tant que chacune d'elles est compatible avec cette technologie. C'est le cas des trois nouvelles enceintes portables Bluetooth de chez JBL, à savoir la Xtreme 4 dont nous parlions juste au-dessus, mais aussi des Clip 5 et Go 4. La première d'elles est l'évolution logique de la gamme Clip, mais propose un mousqueton retravaillé avec une ouverture plus grande. Le haut parleur de cette enceinte a lui aussi été amélioré avec un son annoncé comme plus homogène et des basses constantes à volume élevé ; le tout est utilisable durant 12

heures en une seule charge.

Pour la Go 4, annoncée comme la plus petite de chez JBL, elle a été conçue pour être emportée partout grâce à son format et sa sangle plus large et plus durable que sa grande sœur. Forcément, qui dit petit format dit petite autonomie, puisque ce modèle ne propose qu'une autonomie de 7 heures.

Prix et disponibilités des nouvelles enceintes JBL

Malgré leur annonce commune durant le CES 2024, les trois enceintes compatibles Auracast de chez JBL ne sont pas prévues pour les mêmes dates :

- Xtreme 4 : sortie en mars 2024 à 349.99 € ;
- Clip 5 : sortie en mai 2024 à 69.99 € ;
- Go 4 : sortie en avril 2024 à 49.99€.

Chacune de ces enceintes sera emballée dans du papier certifié FSC (Forest Stewardship Council, ONG internationale luttant pour une gestion écologique, sociale et économique des forêts) avec une impression à l'encre de soja.

Du côté des coloris, JBL annonce 6 couleurs pour les Clip 5 et Go 4 (Camo, Rouge, Violet, Gris, Bleu et Noir) et 3 couleurs pour la Xtreme 4 (Bleu, Camo et Noir).



MONDE DE LA TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE

LG réinvente la fraîcheur dans ses réfrigérateurs avec NatureFRESH™



Dans sa quête incessante d'innovation, LG met en avant NatureFRESH™, une percée technologique révolutionnaire destinée à trôner au cœur de sa gamme de réfrigérateurs dernier cri. Avec cette technologie, l'engagement de LG envers la qualité de vie prend une nouvelle dimension, offrant bien plus qu'un simple réfrigérateur.

Sachant que le bien-être commence par ce qu'on consomme au quotidien, LG se consacre à redéfinir l'expérience culinaire de l'utilisateur. La technologie révolutionnaire de LG va au-delà de la simple conservation des aliments, offrant une invitation à vivre une expérience où la fraîcheur est la norme, où chaque ingrédient conserve son éclat naturel, et où l'alimentation devient une célébration quotidienne. Chez LG, la fierté réside dans la création d'un avenir où la fraîcheur n'est pas seulement une promesse, mais une réalité quotidienne. Parmi les caractéristiques révolutionnaires de NatureFRESH™ le FreshConverter™, un maître de l'humidité. Ce génie automatique ajuste les niveaux d'humidité dans chaque compartiment du réfrigérateur, créant ainsi l'écosystème parfait pour les fruits, les légumes, la viande et les produits laitiers. Aussi le Fresh Balancer™ un équilibriste de l'air. Il contrôle le flux d'air dans le réfrigérateur pour maintenir une température constante, offrant une fraîcheur prolongée qui saura satisfaire les palais les plus exigeants. On mentionne aussi le FreshMaintainer™ Un éliminateur d'odeurs indésirables. Grâce à un filtre spécifique, cette fonctionnalité garantit que chaque aliment conserve son goût authentique, éliminant les interférences indésirables. Enfin le Fresh Zone+™ : Une oasis de fraîcheur. Créant une zone à température plus basse, idéale pour les produits sensibles tels que les poissons et les viandes, cette fonctionnalité assure une conservation prolongée sans le moindre compromis sur la qualité.

LA COLLABORATION DE SPACE X AVEC LA NASA EN JEU

La consommation de drogues d'Elon Musk préoccupe les dirigeants de ses entreprises

Les comportements étranges et imprévisibles d'Elon Musk seraient-ils dus à un usage régulier de drogues en tout genre ? La possibilité inquiète beaucoup de monde autour de l'homme d'affaires. LSD, cocaïne, MDMA, kétamine... Elon Musk serait-il un peu trop porté sur les drogues pour le bien-être de ses entreprises ? Un long article du Wall Street Journal raconte comment de nombreuses personnes dans l'entourage de l'homme d'affaires s'inquiètent des passe-temps psychotropes un peu trop fréquents de Musk. Des habitudes qui expliqueraient certains de ses comportements imprévisibles selon des proches.

La collaboration de Space X avec la Nasa en jeu

La diversité des substances listées par le Wall Street Journal va bien au-delà du joint que Musk a fumé au su de tout le monde lors du podcast de Joe Rogan. Si certains de ses produits peuvent être consommés en toute légalité aux États-Unis (de nombreux états ont légalisé l'usage de cannabis récréatif ou la prise de kétamine dans le cadre médical), l'usage qu'en ferait Elon Musk serait contraire aux règles

imposées par le gouvernement fédéral pour ses partenaires commerciaux.

Le Drug-Free Workplace Act de 1990 requiert en effet que tout bénéficiaire de subventions fédérales mette en place « un programme de sensibilisation à la lutte contre la drogue » et bannisse « la fabrication, la distribution, la détention ou l'utilisation d'une substance réglementée » sur le lieu de travail. Space X, désormais partenaire de la NASA pour certaines de ses missions, tombe justement sous le coup de cette réglementation, d'où l'inquiétude de plusieurs responsables au sein et en dehors de l'entreprise.

Le Wall Street Journal explique que, Linda Johnson Rice, une ancienne responsable de Tesla a quitté le comité de direction à cause de la consommation de drogues de Musk et des comportements imprévisibles qui en découlait. En 2017, un discours de Musk devant les employés de Space X avait été décrit comme « désordonné », « délirant » et « gênant », tout comme le célèbre tweet annonçant la sortie de Tesla du marché boursier à 420 \$ l'action (420 étant une référence à la consommation de cannabis aux États-Unis).

Musk, trop puissant pour être inquiet ?

Contacté à ce sujet, un des avocats de Musk a assuré que l'homme d'affaires était soumis à « des dépistages surpris réguliers et n'en a jamais échoué un seul ». Dans la biographie de Walter Isaacson, Musk explique même « ne vraiment pas aimer la consommation de drogues illégales », même s'il a avoué microdoser de la kétamine pour lutter contre la dépression (avec l'assentiment de son médecin). Le célèbre joint fumé par Musk en 2018 avait déjà fait tiquer la NASA qui avait tapé sur les doigts de Musk à l'époque. Cela dit, comme le précisait un récent article du New Yorker, depuis 6 ans Elon Musk n'a fait que gagner en influence et en responsabilités partout dans le monde, au point d'exercer un pouvoir énorme sur le conflit en Ukraine, in Israël et sur l'état américain. Drogues ou pas, le comportement imprévisible de Musk pose désormais des problèmes qui vont bien au-delà des polémiques et trolls sur Twitter/X.

Mots fléchés

Réparti-tion des compé-tences	Posture	Plat	Ville de fouilles	Brousse austra-lienne	Hommes de veille	Avec les coutumes
Milieu	Dieu de la mer	Participe		Conifère	Paresseux	Conforme
			Américains			
			Pièce de charue			
Enfants				Glacière		Poissons marins
Époux				Tartines		
		Napperon			Imagerie médicale	
		Caleçons		Pères des cousines	Plante grimpante	
Filets à oiseaux			Difficulté			
Chaume			Fragmenter			
					Affluent du Danube	
			Cycle		Marque d'admiration	
Arme automa-tique	Jour de la semaine					Saint normand
	Mèche rebelle		Fermer			Irlande
	Jeune cerf		Roi de Lydie			Sou nippon
Exprime la surprise		Aride				
Charge de baudet		Dépar-tement normand			Glaciation	
			Beaucoup		Longue période	Petites baies
			Victoire de Napoléon		Ânes	
Proche des saumons				Armes à feu	Fabrique d'huiles	
Venti-lées				Calcium		Espace écono-mique européen
Alumi-nium				Serpent à plumes	C'est nickel	Fin de groupe
	Ornées					
	Séductrice					
Nid d'espions		Calme	Magici-enne			
Femme d'osiris			Sous roumains			
		Nouvelles normes	Affluent du rhin		Vertèbre	Garnir
Cirques				Théolo-giens		Fureur
				1609 mètres		Contre-poids
Assombri			Vent du sud			
Filon			Article			
		Déchiffré	Fibre textile		Dieu du foyer	
Bouton			Ostréi-culture et autres			
Passage à niveau						
	Nounous				Donne	

Atteindre 135.000 tonnes de production en 2024

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques ambitionne d'atteindre 135.000 tonnes de production halieutique en 2024, a indiqué mardi le ministre du secteur, Ahmed Badani, lors de son audition par la commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN). Badani a précisé que son département ministériel ambitionnait de produire « près de 15.000 tonnes dans le cadre de l'aquaculture et de 120.000 tonnes dans le cadre de la pêche », rappelant que la production totale (pêche, aquaculture et pêche au thon rouge) enregistrée en 2023 (jusqu'à novembre) était de 112.000 tonnes.



ETUSA

Ouverture de deux nouvelles lignes à Khemis El Khechna et Hammadi

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé mardi dans un communiqué l'ouverture de deux (2) nouvelles lignes pour faciliter le déplacement des citoyens des communes de Khemis El Khechna et Hammadi vers Alger. Il s'agit de la ligne 627 Hammadi-Rouiba passant par Ouled El Aid et la ligne 637 Khemis El Khechna-Station du 2 mai passant par Hammadi et Dar El Beida, précise la même source détaillant que ces lignes sont opérationnelles à partir d'aujourd'hui (mardi). La même source indiquée que le premier départ concernant la ligne Hammadi-Rouiba passant par Ouled El Aid est fixé à 6h10 alors que le dernier départ pour la même ligne est prévu à 18h10. Concernant la ligne Khemis El Khechna- Station du 2 mai passant par Hammadi et Dar el Beida, le premier départ est programmé à 5h50 tandis que le dernier départ est prévu à 18h20, conclut la même source.

EGYPTE

Les importations de blé en hausse de 14,5% en 2023

Les importations de l'Egypte en blé ont augmenté de 14,5 % en 2023, atteignant 11 millions de tonnes, contre 9,6 millions de tonnes durant 2022, selon un responsable du gouvernement. "Plus de 80 % de ces importations réalisées durant l'année écoulée proviennent de la région de la mer Noire, essentiellement de la Russie, de l'Ukraine et de la Roumanie dont les cargaisons sont plus compétitives en termes de prix et de délais de livraison", a indiqué Ibrahim Ashmawy, ministre adjoint de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur. Selon les détails rapportés par le quotidien local AhramOnline, le gouvernement a importé 5 millions de tonnes de blé par le biais des appels d'offres internationaux lancés par l'Autorité générale de l'approvisionnement (GASC).

ALGÉRIE-UE

Intensifier les relations dans tous les domaines

Le Chef de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, M. Thomas Eckert, a souligné, ce mardi à Alger, l'importance d'intensifier les relations de coopération entre les deux parties (l'Algérie et l'Union européenne), avec la nécessité d'explorer des voies supplémentaires pour de nouveaux projets dans tous les domaines. Dans une déclaration à la presse,

en marge d'une audience que lui accordé le président de la République, Eckert a indiqué que les entretiens avec le Président Tebboune «ont été très riches et ont porté sur des questions d'intérêt commun entre l'Algérie et l'Union européenne», soulignant que «l'agenda des relations entre l'Algérie et l'UE présente de nombreuses opportunités pour approfondir les relations à

l'avenir». Le chef de la Commission de l'Union européenne en Algérie a indiqué qu'«il a été convenu d'intensifier les relations dans tous les domaines, notamment commercial, social, sécuritaire et politique», ajoutant que les deux parties «ont convenu de discuter de voies supplémentaires pour de nouveaux projets dans tous les domaines concernés».

UE

Feu vert à une subvention allemande pour le projet suédois de batteries

La Commission européenne a donné son feu vert lundi à une aide du gouvernement allemand au projet du groupe suédois Northvolt, sous la forme d'une subvention de 700 millions d'euros assortie d'une garantie de 202 millions d'euros. Il s'agit de "la première aide" autorisée par Bruxelles dans le ca-

dre d'un mécanisme de l'UE créé en mars 2023 afin d'éviter le "dédoublement" de projets d'investissement européens vers les Etats-Unis, a expliqué la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager. Northvolt avait annoncé en mai 2023 l'implantation de cette usine géante à Heide (nord), à une centaine de kilomètres de Ham-

bourg, grâce à la promesse du soutien financier de Berlin et après plusieurs mois d'incertitudes, l'entreprise menaçant de déplacer son investissement aux Etats-Unis. Cette usine, proche des côtes de la mer du Nord, bénéficiera d'un approvisionnement en électricité décarbonnée issue de parcs éoliens géants. Le groupe suédois a par

ailleurs annoncé en novembre avoir développé une nouvelle technologie de batteries sodium-ion, moins gourmande en métaux stratégiques. "Il est important d'être pragmatique", a souligné Mme Vestager, lors d'un point de presse commun à Bruxelles avec le ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck.

RÉUNION D'URGENCE DU COMITÉ DE LA PALESTINE DE L'UPCI :

Boughali au rendez-vous

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), président de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI), Brahim Boughali, participera à la Réunion d'urgence du Comité de la Palestine de l'UPCI, prévue mercredi à Téhéran (Iran), a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Cette réunion a été décidée « en concertation entre M. Boughali, en sa qualité de président en exercice de l'UPCI, et M. Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien, en vue d'examiner les moyens de cristalliser une réponse de cette instance parlementaire face aux graves niveaux atteints par l'agression sioniste contre le peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie », lit-on dans

le communiqué. Cette réunion intervient « en prolongement des efforts continus initiés par l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique pour faire cesser la barbarie sioniste, dont la réunion virtuelle de l'UPCI présidée par M. Boughali en octobre dernier, quelques jours après le début de l'agression contre la bande de Ghaza », a ajouté la même source.

CONSTANTINE

Près de 5 milliards DA pour l'aménagement de la ville Ali Mendjeli

Un budget estimé à 5 milliards de dinars vient d'être mobilisé au profit de la ville de Constantine afin de poursuivre l'opération d'aménagement de la circonscription administrative Ali Mendjeli, a-t-on appris mardi auprès des services de la vi-

laya. "Ce budget dégagé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville est destiné à l'aménagement de l'extension sud de la ville Ali Mendjeli où d'importants programmes de logements, tous segments confondus ont été réalisés, et de nouveaux programmes

de logements sont prévus dans cette partie de la ville", a souligné la même source. Les travaux d'aménagement porteront entre autres sur la réalisation de réseaux d'assainissement, le revêtement des routes, le renforcement de l'éclairage public et la consolidation des

réseaux d'alimentation en eau potable en plus de la réalisation d'espaces verts et de détente, a-t-on fait savoir. Le chantier de ce projet sera lancé avant la fin du premier trimestre 2024 après la conclusion des procédures administratives nécessaires, a-t-on indiqué.

ALGÉRIE TÉLÉCOM-OOREDOO

Accord pour l'échange de services innovants

L'entreprise de télécommunications Algérie Télécom et l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo ont signé, mardi, un accord portant sur l'échange de services innovants. "Acteurs incontournables dans le secteur des télécommunications en Algérie, Ooredoo et Algérie Télécom ont procédé, ce mardi, à la signature d'un protocole d'accord portant sur l'échange de services innovants entre les deux entreprises", indique un communiqué conjoint. Le protocole a été paraphé par le président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, et le directeur général d'Ooredoo Algérie, Roni Tohme, en présence des cadres managériaux des deux entreprises, lors d'une cérémonie organisée au niveau du siège d'Oore-

doo à Alger. Cet accord qui "vient renforcer la coopération entre les deux parties dans le cadre du partenariat public-privé, vise à développer une approche collaborative solide et bénéfique, avec notamment l'intérêt commun de faire valoir l'expertise de chacune des deux parties afin d'enrichir les solutions et services technologiques innovants proposés sur le marché algérien". Il vise également à "renforcer davantage la coopération entre les deux entreprises et ouvre la voie vers la concrétisation de futurs projets, tout en consolidant leurs expertises dans le secteur des télécommunications", note le communiqué. A la faveur de ce protocole d'accord, Algérie Télécom et Ooredoo "s'engagent à mettre en œuvre un programme de partenariats fixant les termes et conditions de l'intervention de cha-

cune des parties, notamment en termes de partage des prestations et des infrastructures entre les deux parties". Selon M. Bentoumi, cité dans le communiqué, "cette alliance stratégique avec Ooredoo marque un jalon essentiel pour Algérie Télécom". "Notre engagement à consolider nos atouts et exploiter nos compétences respectives vise à offrir des services novateurs en phase avec les besoins du marché algérien", a-t-il mentionné, précisant que cette collaboration "s'inscrit pleinement dans la stratégie globale d'Algérie Télécom qui met l'accent sur l'innovation technologique et l'amélioration continue de la qualité de service". "Elle illustre notre engagement commun à répondre de manière efficace aux attentes de nos

clients dans un environnement télécoms en évolution constante", a-t-il affirmé. Pour sa part, M. Tohme s'est dit "très honoré de conclure cet accord avec Algérie Telecom, leader historique du secteur des télécommunications en Algérie", assurant que cette démarche "s'inscrit en droite ligne avec notre vision quant au développement et la modernisation du marché Algérien des télécoms en perpétuelle évolution". Il s'est dit, en outre, "persuadé que cet accord gagnant-gagnant constituera un réel tremplin vers une coopération solide, pérenne et fructueuse avec Algérie Télécom avec qui nous partageons une vision futuriste commune et renforcera certainement notre contribution continue au développement du secteur des télécommunications en Algérie".